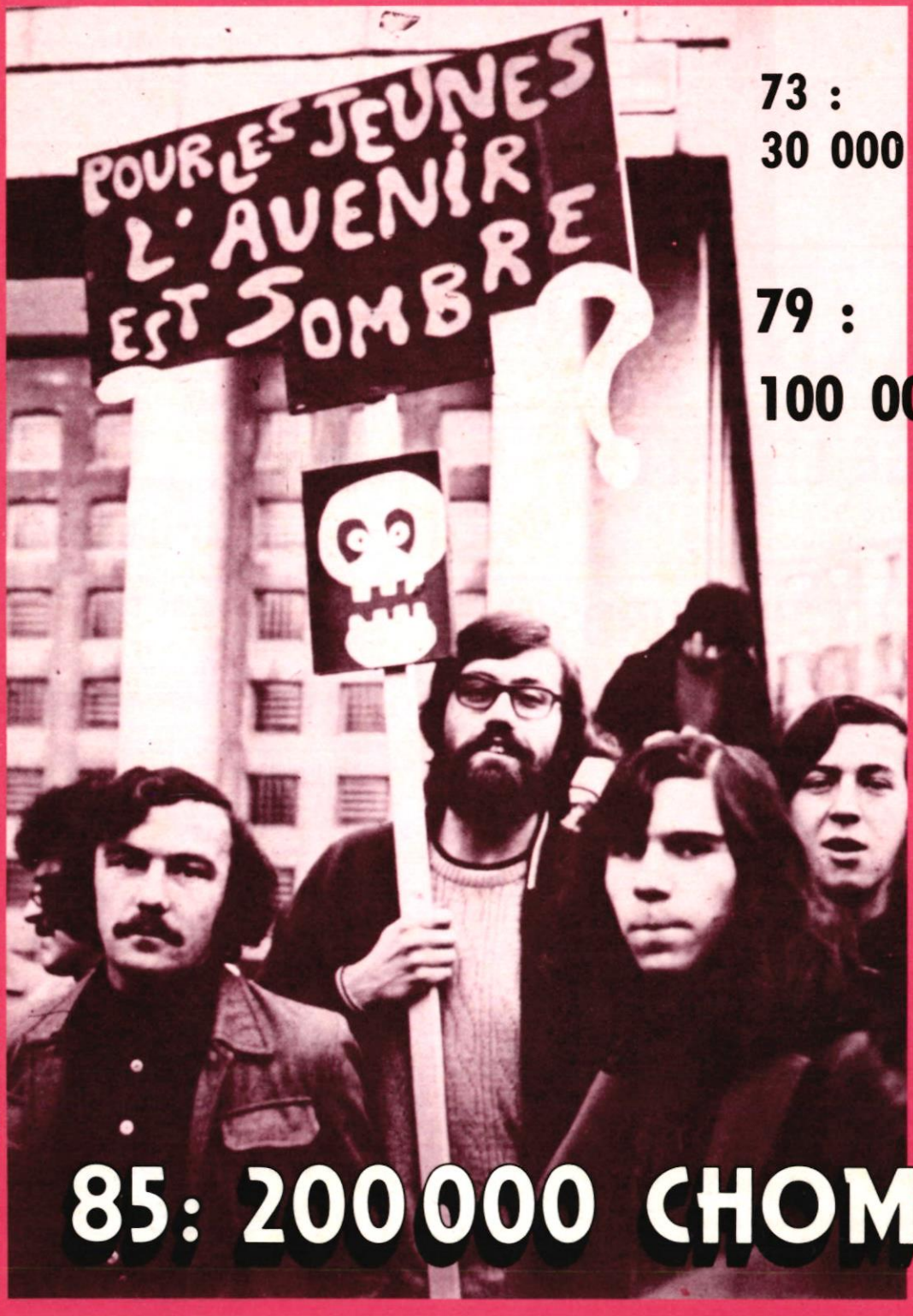
LE PEUPLE BRETON

5f Mensuel

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

CHATEAUX DE SABLE EN BAIE DE SAINT-BRIEUC

NUMÉRO 203
7 NOVEMBRE-5 DÉCEMBRE 80



73 :
30 000 CHOMEURS

79 :
100 000 CHOMEURS

85: 200 000 CHOMEURS ?

Le Peuple Breton/Yannick Quenehervé

M 2331 - 203 - 5,00F

MONSIEUR MEUBLE

LE ROUX

FABRICANT

Magasin : 53, route de Sainte-Anne 56 000 VANNES



AR BED KELTIEK

2, rue du Roi Gradlon

KEMPER

Presses et livres bretons

DISQUES ET ARTISANAT CELTIQUE

Gweltaz ar Fur

Tél. **95.42.82**

Société

BOUCHON-BOUCHARD

Chauffage - Sanitaire

51 bis, rue du Mal Leclerc VANNES

Tél. (97)47.39.06

distributeur agréé **PRIMAGAZ**

IMPRIMERIE

LE GRAND

8-10, route de Quimper

BREST

Tél. 02.03.89

GARAGE LE VELLY

14, rue Pierre Sémard - BREST

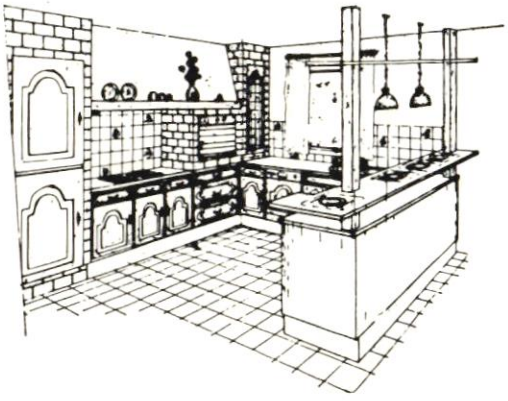
Téléphone : (98)02.07.23

LA CUISINE D'AUJOURD'HUI

6, RUE BOUSSINGAULT

29200 BREST

Téléphone : 44.23.37



LES COMPAGNONS DU BATIMENT



GROUPEMENT D'ENTREPRISES

un bon choix

Siège : 21, rue de Brest

LANDERNEAU

Tél. 85.35.40 et 85.24.37

Bon pour une documentation

NOM _____

PRENOM _____

ADRESSE _____

_____

Armor·lux

SOUS-VÊTEMENTS

TEE-SHIRTS

PULLS MARINS

QUIMPER

Soniri Keltiek

HERVE MEUR

1 Dachenn Aman

29000 KEMPER

Pell : (98)95.45.82

KRAMPOUEZ BREIZ

Crêperie

Madame Moal

21, Place Aristide-Briand

29218 HUELGOAT - Tél. **99.77.47**

interlude

38, rue Yves-Collet, BREST

Tél. 44.36.89

Le spécialiste fournitures Beaux-Arts et activités manuelles

Auto-Ecole Michel LE BOZEC

Bureau : 10, RUE COLBERT, 10
29200 BREST Tél. 44.52.81

Domicile : 74, RUE ARMORIQUE, 74
29200 BREST Tél. 45.23.64



CAFE DES MOUETTES

GUINESS A LA PRESSION

PORT DE COMMERCE

BREST

Tél. 44-33-21

Souscription permanente pour le progrès du «Peuple Breton»

UNE AIDE PRÉCIEUSE

Giscard a-t-il décidé d'avoir ses opposants au porte-feuille ? Si l'on en juge d'après les amendes infligées aux arrêteurs de trains, si l'on en juge aussi d'après les procès faits aux syndicalistes comme ceux de la Thomson C.S.F. à Brest, on peut le craindre.

L'argent est nécessaire à toute lutte et il est également nécessaire pour la progression du Peuple Breton. En frappant au porte-feuille, le pouvoir sait ce qu'il fait, surtout en une période où l'argent n'est pas la denrée la plus abondante, du côté des travailleurs. Raison de plus pour avoir une trésorerie saine, et pour ne pas être à la merci du premier mauvais coup. Votre participation soutenue à cette souscription est, sur ce plan, notre aide la plus précieuse...

6e liste

D. Roger, Dinan	50,00
Alain C., Lanester	50,00
J.-P. Cosson, Marly le Roi (78)	50,00
Nicole G., Quimper	50,00
A. Le Ster, Argenteuil (95)	50,00
Bernard L., Plouedern	20,00
J. Surpas, Riberac (24)	20,00
M. François, Nantes	50,00
Marcel A., Fresnes (94)	20,00
J.-J. Péron, Larmor-Plage	20,00
J.-C. Huon, Versailles (78)	50,00
J.-L. Le Goff, St-Brieuc	20,00
Pierre G., Montpellier (34)	20,00
G. Kiger, Brest	20,00
Jean L., Rennes	20,00
JJ. Pondaven, Brest	50,00
M.-C. Grande-Bretagne	30,00
Michel Le B., Landerneau	50,00
Y. L'Hostis, Montoir de Bretagne	20,00
Maurice M., Senlis (60)	50,00
M.-C. Couellec, Brest	50,00
T. Jezequel, Paris (75)	25,00
Loic V., Les Mureaux (78)	20,00
Patrick L'H., Loguivy Plougras	50,00
J.-Y. Monnat, Brest	50,00
R. Lucas de Plouan, Pornichet	50,00
François Q., Malakoff (92)	50,00
J.-P. Castel, Guipavas	20,00
D. Chédanté, Limeil (94)	20,00
M. Génin, Rennes	40,00
JJ.-P. C., St-Malo	10,00
Glenmor, Mellionnec	25,00
P. Couty, Yvré l'Evêque (75)	20,00
Maurice K., Dirinon	20,00
A. Merrien, Hanvec	50,00
M. Fenvrier, Moncontour de Bretagne	10,00
Claude Le N., Mauron	20,00
L. Dorval, Loctudy	50,00
Henry O., Plouha	20,00
M. C., St-Michel sur Orge (92)	20,00
G. Moalic, St-Malo	30,00
P. Laurent, Brest	50,00
E. Pianezza, Etang la Ville (78)	50,00
Maurice C., Plouzévédé	20,00
René C., Dol de Bretagne (35)	20,00
Alain J., Brest	20,00
G. Ansquer, Plogonnec	20,00
R. Geléoc, Blanc Mesnil (93)	50,00
Gilles B., La Poterie	20,00
T. Perrot, Loctudy	50,00
J. Madec, Plouzané	10,00
Jean-Pierre F., Montargis (45)	10,00
M. Cochevelou, Vincennes (94)	20,00
P. Bernauda, Boligny (93)	10,00
J. Appriou et J. Leroy, Douarnenez	20,00
P. Le Rest, Tregunc	15,00
J. Ansquer, Plozevet	5,00
Li Koaper, Orvault	7,00
Ventes, Fêtes de Cornouaille	6,00
M. Mme Le S., Brest	20,00
C. Le Guellec, St-Brieuc	10,00
Roger Le G., Brest	10,00
M. Le Gall, Canteleu (76)	50,00
Carole V., Quimper	20,00
R. Riou, Lannion	50,00
M. Madec, Champigny sur Marne (94)	20,00
Y. Nicolas, Nantes	20,00
Y. Demay, Paris (75)	20,00
Alain Le B., Berck Plage (62)	20,00
Y. Le Berre, Nantes	100,00
Eugène M., St-Julien	20,00
J.-M. Marot, Issy les Moulineaux (92)	20,00
B. Guérin, Meriadec	50,00
René Le B., Nice (06)	50,00
J.-C. Boylaud, Villeneuve sur Seine (78)	50,00
M. Harmon, Penvenan	20,00
Y. Le Gallo, Bohars	20,00
J.-P. Le Roch, Morlaix	20,00
Total 5e liste	2413,00
Report des listes précédentes	10003,40
Total	12416,40

Breiz Kabigs

Petite et grande taille

« Breizh Kabigs »
247, rue Jean-Jaurès

« Yveline »
Prêt-à-porter féminin
1, rue Inkerman - 29200 BREST

Composition mécanique
Imprimerie de l'Iroise - Brest
Publication inscrite à la C.P.P.A.P. n° 41 387
Tirage : 11.000 ex. - Dépôt légal : 4e trim.
Directeur de la publication : J. Guéguéniat

« LE PEUPLE BRETON »
Mensuel
Boite Postale 304
29273 BREST CEDEX

ABONNEMENTS
Ordinaire : 50 F
De soutien : à partir de 70 F
Etranger : 60 F
Etranger (par avion) : 75 F
C.C.P. 2365-76 RENNES

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Pour tout changement d'adresse nous demandons à nos abonnés de nous écrire en joignant ou en recopiant leur dernière bande d'expédition du journal et en joignant 2,00 F en timbres pour frais. Merci d'avance.

SOMMAIRE

ÉCONOMIE

200 000 CHOMEURS EN 85 ? 4
ON AMÉNAGE EN BAIE DE St-BRIEUC 11
LE BATIMENT EN CRISE ... 15
AUMONES POUR LE CENTRE BRETAGNE 13

SOCIAL

A LA SBFM, LORIENT 9
RÉPRESSION A LA THOMSON 10
REPRISE A LA CCB A LAMBALLE 16

POLITIQUE

EN PASSANT PAR LA BRETAGNE 6
L'UDB AUX SÉNATORIALES 20
LA LOIRE-ATLANTIQUE EST BRETONNE 20

SOCIÉTÉ

« SOLIDAIRE ET FRATERNELLE » 7
DEUX POIDS, DEUX MESURES 8
SIMON MALLEY, EXPULSÉ 8
LES PARENTS D'ÉLÈVES DE TORIGNÉ 17

RUBRIQUES

LE PROBLÈME BRETON DE BREST A NANTES 18
PB SERVICE 24
FESTOU-NOS 25

INTERNATIONAL

LA VICTOIRE DE GWYNFOR EVANS 21
ON TORTURE EN ESPAGNE 22

CULTURE

LE CHEVAL D'ORGUEIL 26
DISQUES 27
LIVRES 25

COURRIER DES LECTEURS 29

EDITORIAL 32

73 : 30 000 CHÔMEURS...

79 : 100 000 CHÔMEURS...

85: 200 000 CHÔMEURS ?



D.R.

LE chômage n'aurait augmenté que de 6% en un an. Une «très faible aggravation» nous assurent Ouest-France, la radio, la télé... Toute la propagande du pouvoir, tend à nous faire accepter l'idée que le développement du chômage est naturel. Et même que la tendance s'améliore!

Et pourtant, 6% de chômeurs en plus ce sont 6 à 7000 nouveaux chômeurs en Bretagne, 6000 familles de plus touchées par le fléau. Sur ces 6-7000 chômeurs, près de 4000 sont des jeunes de moins de 25 ans, 4000 jeunes confrontés à l'incertitude, à l'impasse. Ce seront 6000 travailleurs qui regarderont chaque matin les petites annonces, qui attendront chaque jour le facteur. Sans parler des problèmes de fric, sans parler de l'ambiance familiale qui se détériore, sans parler du découragement, de la résignation, du recours aux combines, un petit peu de travail au noir...

Mais non! Tout ce discours ce n'est que du sentimentalisme. Après tout, ces chômeurs, ils sont indemnisés; et puis «s'ils voulaient vraiment...». Tiens, je connais Untel qui touche 5000F par mois au «chomdu»; tiens, moi je connais Untel; il ne s'est même pas présenté quand ils ont embauché à l'usine; et Untel qui dit qu'il vit très bien avec ses ASSEDIC, et un petit peu de boulot au noir.

Insidieusement la propagande du pouvoir nous fait admettre que le chômage est naturel; elle nous fait admettre que ceux qui sont au chômage c'est plus ou moins de leur faute...

Oui, mais les titres de la télé, d'Ouest-France, qu'on le veuille ou pas, auront été enregistrés. Tel celui-ci: «**Eclaircie sur l'emploi à St-Nazaire**». Les chantiers ont une nouvelle commande qui permettra de maintenir les 40 heures quelques mois... et puis une firme américaine va s'implanter près de Donges et créer 200-300 emplois. De quoi occuper 2,5% des chômeurs de St-Nazaire, faire baisser le taux de chômage de 17 à 16,5% de la population active... sauf que d'ici là, deux ou trois boîtes auront encore fermées!

En 74, lors de la campagne des présidentielles, nous dénoncions le fait qu'il y avait 45.000 chômeurs en Bretagne!

Au 31 décembre 79, avec 112.000 chômeurs la Bretagne était nettement au-dessus de la moyenne française pour le nombre de chômeurs par rapport à la population salariée: 11% au lieu de 8,4%. Et surtout, pour le nombre de chômeurs par rapport au nombre de salariés exposés au chômage, c'est-à-dire au nombre de salariés cotisant aux ASSEDIC: 17,5% au lieu de 11,1%.

Cette différence s'accentue d'ailleurs. Ainsi, en 1979, l'augmentation a été de 13% pour la Bretagne contre 10,6% pour l'hexagone.

Une réalité masquée

Maintenant, ces chiffres bruts ne donnent qu'une partie de la réalité du chômage. Il y a, bien sûr, tout ceux qui pour une raison ou pour une autre, ne s'inscrivent pas. C'est le cas de nombreuses femmes que la propagande plus ou moins directe cherche à culpabiliser si elles ne restent pas «au foyer».

Ces chiffres bruts sont surtout dégonflés par toute une série de phénomènes qui masquent la dégradation de la situation de l'emploi; ces chiffres bruts dissimulent aussi la généralisation de l'insécurité de l'emploi, notamment pour les jeunes.

L'agriculture devient «un élément de fixation artificielle de la population active» (rapport du Préfet aux Assemblées Régionales - Septembre 80). Alors que, de 65 à 75, tout a été fait pour décourager les aides-familiaux de rester à la terre (15.000 aides à la mutation professionnelle ont ainsi été accordées), depuis 1975, on constate un mouvement inverse. De nombreux jeunes restent à la ferme familiale quelques mois, quelques années alors qu'ils ne pourront pas — ou ne tiennent pas — à s'installer comme jeunes agriculteurs.

Le développement du chômage partiel dans l'industrie est spectaculaire: 250.000 journées indemnisables dans la région-programme au cours du premier semestre 80 soit le double du premier semestre 79. Ce développement du chômage partiel qui correspond à près de 2000 suppressions d'emplois a surtout frappé le secteur automobile (Citroën), la construction téléphonique, mais aussi de nombreuses autres entreprises:

chaussures, conserveries... plus récemment des entreprises jusque là réputées pour leur bonne santé: Plastimo, SBFM à Lorient, la STAR à Tremuson près de St-Brieuc.

Les pactes pour l'Emploi sont de plus en plus des moyens de masquer le chômage en permettant des embauches-bidons pour le plus grand profit des patrons.

Ainsi en 1979, y a-t-il eu 4000 (*) stages en entreprises payés à 90% du SMIC mais dont seulement 20% étaient à charge du patron.

De même, les contrats d'apprentissage constituent une formule de plus en plus intéressante pour les patrons: 1000 (*) contrats supplémentaires ont ainsi été signés en 1979. Par ailleurs, il y a eu près de 8000 (*) embauches avec exonérations de charges sociales.

Et toutes ces embauches ne présentent aucune garantie de reconduction.

Rien que par ces mesures le pouvoir réussit à dégonfler le chiffre du nombre de chômeurs de plusieurs milliers... et de dire que «la tendance s'améliore».

Le développement du tertiaire improductif assure chaque année la création de plusieurs milliers d'emplois.

Ainsi, le petit commerce non alimentaire crée plus de 2000 (*) emplois par an. Dans chaque ville, fleurissent en effet magasins de fringues, de cadeaux... souvent tenus par des femmes de cadres qui trouvaient jusque là du travail dans les administrations.

Autre secteur créateur d'emplois: les collectivités locales. Souvent, pour faire face à des situations individuelles intolérables, elles ont embauché du personnel masculin «**pour les travaux d'entretien et de réparations que les collectivités locales assurent de plus en plus elles-mêmes**» (Rapport du Préfet de Région). 1350 emplois ont ainsi été créés en 1979.

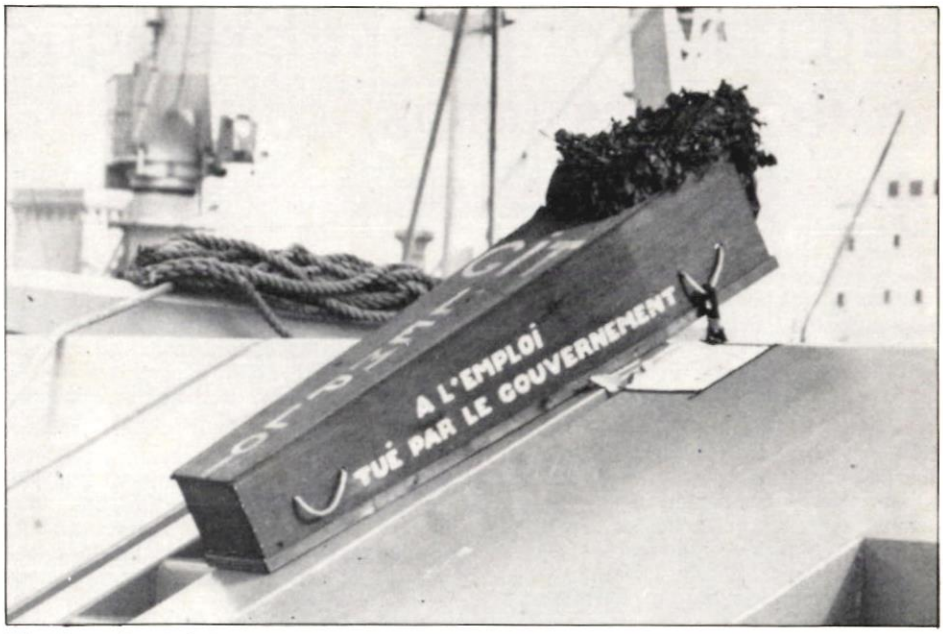
Ces embauches du tertiaire improductif sont peut-être une façon de faire face au chômage ponctuellement, mais certainement pas une façon de faire face à la crise.

Dans ce tertiaire improductif, il faut aussi classer les 800 créations d'emplois de l'armée en 1979, «créations d'emplois» liées au renforcement des régiments de la division d'infanterie de marine, notamment du 41e RI de Ti-Vougeret! Nos quatre grands partis hexagonaux proposent d'ailleurs de poursuivre cette expansion, par le doublement de la flotte de sous-marins nucléaires. Merci de penser à la Bretagne et aux travailleurs bretons...

L'insécurité de l'emploi

En 1979, 45.000 inscriptions à l'ANPE correspondent à l'échéance de contrats à durée déterminée ou missions d'intérim, tandis que 10.800 correspondent à un licenciement économique.

Voilà encore un chiffre qui en dit long. Ce sont surtout les jeunes qui sont le plus confrontés à cette insécurité. L'embauche directe n'existe pratiquement plus dans le privé. C'est la raison pour laquelle Citroën a pu débaucher près de 800 contractuels sans qu'on en fasse un seul titre de journaux.



Yvon Boëlle

Manifestation à Saint-Malo

Cette insécurité d'emploi, la télé n'en parle pas. Tout au plus parlera-t-on de plus grande souplesse, d'adaptation aux contraintes du marché, etc... Cette insécurité est certainement l'un des gros atouts du patronat pour imposer ses conditions, pour désamorcer l'organisation syndicale des jeunes travailleurs. Quelles sont aujourd'hui les entreprises, les administrations même ou n'existe pas la division titulaire-contractuel... division qui dans certaines entreprises, se traduit aussi par un clivage syndiqué — non syndiqué. Pourra-t-on un jour mesurer l'influence que tout cela peut avoir sur le «désengagement» de la jeunesse?

Des perspectives plus que sombres

Rien ne permet de prévoir une amélioration de la situation de l'emploi dans les années à venir. Déjà au niveau hexagonal il est prévu qu'au cours du VIIIe plan (80-85), le chômage passera de 1,5 million à 2,2 millions.

Et en Bretagne?

Rappelons tout d'abord les données d'une étude de l'INSEE parue en Mars 79 qui essayait de définir les besoins en emplois d'ici 1985 en tenant compte de trois choses:

— l'arrivée prévisible des jeunes sur le marché du travail diminuée des départs en retraite et des décès.

— le retour à un niveau de chômage de 1973

— la baisse de moitié du nombre de travailleurs immigrés, objectif avoué du gouvernement.

Les besoins se chiffraient sur sept ans à 220.000 emplois pour la Bretagne dont 65.000 pour la Loire-Atlantique sur un total de 1.800.000 emplois nécessaires dans l'Hexagone. Cela fait 9000 emplois par an à créer en Loire-Atlantique, 22.000 pour les 4 autres départements. Or, depuis 1978, l'évolution du nombre d'emplois est de —1000 en Loire-Atlantique, + 5000-6000 dans les quatre autres départements.

Si les tendances se poursuivent — alors qu'elles risquent surtout d'empirer — la Loire-Atlantique aura quelques 65.000 chômeurs en 85, et le reste de la Bretagne 135.000 soit 200.000 chômeurs au total!

Ces chiffres sont clairs. La Bretagne devrait bénéficier de la création d'un emploi sur huit; **La Bretagne a selon ces hypothèses le besoin d'emplois le plus crucial de tout l'Hexagone.** A moins de considérer que l'émigration des jeunes bretons est une nécessité du système.

Voilà pour les besoins d'emplois. Mais que peut-on prévoir pour les années à venir?

Le prochain P.B. reviendra sur la politique actuelle du pouvoir giscardien: politique de restructuration et d'austérité qui se traduit par la liquidation de secteurs entiers de l'économie hexagonale et une réduction très nette des créations d'emplois notamment dans le secteur public. Nous y reviendrons en analysant les conséquences spécifiques de cette politique en Bretagne, en montrant pourquoi les effets néfastes de cette politique se feront davantage sentir dans une région périphérique, une région à laquelle le système n'a concédé dans les vingt dernières années que le développement d'activités permettant une surexploitation des travailleurs: agriculture intensive, usines-pirates...

Plus que jamais en cette période où chaque jour la bourgeoisie marque des points, où chaque jour la bourgeoisie impose encore davantage sa politique, sa propagande, son idéologie, il nous faut résister.

La Bretagne est de tout l'Hexagone, la région qui a le plus crucial besoin d'emplois.

La Bretagne doit devenir un point fort de la Résistance à la politique du pouvoir.

Paul Dréau.

En passant par la Bretagne avec leurs (gros) sabots...

J'AIME les échos locaux des journaux. Ce que ceux qu'ils visent appellent invariablement des potins de lavoir, c'est souvent amusant, parfois instructif. C'est comme ça que j'ai appris que Mme Huguette Bouchardeau, la sainte patronne du PSU, avait manifesté son intention de témoigner au procès des stroppeurs de trains de Quimperlé. Elle est chouette, Huguette, faudra la remercier.

Et puis il m'a semblé que quelque chose ne collait pas; une histoire de colle justement : à ma connaissance, jusque-là, le PSU ne s'était signalé dans la lutte pour la défense du rail qu'en recouvrant d'icônes à l'effigie de Mme Bouchardeau des affiches annonçant un fest-noz de solidarité avec les inculpés du Comité de Défense de Rosporden.

J'ai cherché à comprendre. Peut-être au PSU estimait-on qu'il n'y avait pas lieu de défendre toutes les gares et jouait-on Quimperlé contre Rosporden? Je me suis dit qu'aux remerciements il faudrait joindre quelques explications.

Une mauvaise langue m'a alors soufflé que, si je m'intéressais à autre chose qu'aux informations locales, je saurais que Mme Bouchardeau était candidate aux élections présidentielles et qu'il fallait voir dans sa démarche une relation de cause à effet! Ah! Je n'en revenais pas: une candidate aux présidentielles se compromettre avec des hors-la-loi? Il m'a bien fallu me rendre à l'évidence lorsque j'ai appris, toujours par le même canal, qu'il n'y aurait pas **un** mais **trois** candidats à faire le déplacement jusqu'à Quimper-Corentin: sur les rangs également, messieurs Roger Garaudy, et Brice Lalonde.

Et du coup — mais c'est bien sûr — ça m'a rappelé, ça y est, vous aussi?, les visites à Plogoff. Décidément, la contestation bretonne, lorsqu'elle est populaire est l'objet de bien des convoitises parisiennes! Le schéma n'est pas nouveau: les bons coloniaux libéraux ont toujours leurs pauvres.

Il faut reconnaître ici à ces trois personnes une circonstance atténuante de taille: comme nous-mêmes, ils sont privés des grands moyens les plus efficaces d'expression politique; les grands médias ne sont pas pour eux. Alors, il leur faut bien se trouver d'autres tribunes. Il n'empêche que ces apparitions providentielles dans nos contrées excentriques évoquent plus facilement l'image du charognard que celle de l'ange gardien. Et c'est d'autant plus choquant que nous avons ici affaire à des représentants du «la politique est ailleurs», des purs et durs que l'on présente volontiers comme étrangers à la magouille et à la vasouille. Le comportement, les propos de ces encombrants témoins-vedettes confirment pourtant l'image; sur place, c'est un peu le cirque: à mi-chemin, entre le copain-copain et «si tes yeux étaient des révolvers» est-ce un procès ou une représentation des tournées Baret? Ils n'ont à exprimer qu'une condescendance intéressée; parfois en y mettant les formes, mais avec cette ignorance que, devant le tribunal de Quimper, il faut toujours serrer son sujet de très près et ne pas foncer bille en tête; parfois avec cynisme: Brice Lalonde regrette de ne pas avoir été aux côtés des inculpés lors de l'action d'arrêt de train, mais il ignore sans doute que, la veille même du procès, il avait l'occasion de combler cette lacune; le même, sommé de quitter la barre, espère avoir plus de chance la prochaine fois! Solidarité bien ordonnée commence par soi-même, apparemment.

Le résultat de tout cela, c'est que la défense, devant le raidissement du président, ne peut plus être assurée. Que leur importe? Ils ont paru, on parlera d'eux. Et tant pis si ceux qui avaient quelque chose à dire, qui pouvaient apporter quelque chose aux inculpés (n'était-ce pourtant pas l'essentiel?) doivent renoncer à témoigner: C'étaient pourtant des responsables qui connaissent bien leur sujet comme Picol, coordinateur des comités de défense, Guillou, maire de Quimperlé, Maury, du comité de défense de la ligne Auray-Quiberon.

Trêve de mesquinerie, parlons intendance. Il reste que les 7 de Quimperlé ont pris chacun 2500 F d'amende plus, solidairement, une indemnité de 1340 F à la SNCF, plus les dépens. Il reste que les 27 de Rosporden verront leur procès, interrompu en juin, reprendre le 10 novembre; si la condamnation est la même, cela fera 67.500 F rien qu'en amendes. Il reste qu'à la suite de la manifestation du 5 octobre à Quimper, de nouvelles enquêtes sont en cours. Il reste qu'avec les déclassements des gares de Châteaulin et Concarneau, la lutte pour le maintien de la desserte ferroviaire en Bretagne est non seulement plus nécessaire que jamais, mais va s'étendre. C'est assez dire que ce dont les comités ont besoin aujourd'hui, c'est de fric. Car ceux qui passent au tribunal ne sont pas, loin s'en faut, des gens qui peuvent se payer le plaisir d'un procès, pour voir. Ce sont des ouvriers, des employés, des retraités, chez qui le seul fait de la comparution a souvent provoqué un trouble certain, bien qu'il n'ait pas affaibli leur détermination à poursuivre l'action. Des amendes comme celles qui sont infligées créent dans des budgets serrés des ponctions d'un poids dramatique. Certes, la solidarité bretonne joue; suffira-t-elle?

Encore une fois, entre les colonisés et les éléments les plus généreux de la nation colonisatrice (et c'est de nouveau au PSU en particulier que je pense) le hiatus risque d'être tragique. En voulant bien faire, on nous confisque l'expression. La nouvelle bataille du rail en Bretagne, menée par les travailleurs, témoigne des potentialités d'un bloc progressiste. Si, de l'extérieur, on veut aider à l'émergence de celui-ci, on peut le faire d'une part en expliquant à l'extérieur l'avance inéluctable, implacable de nos luttes, d'autre part en fournissant de l'argent parce qu'ici, on n'en a pas. Et sans jamais perdre de vue que la lutte pour notre pouvoir de décision, c'est avant tout notre affaire. Alors, Madame, Messieurs, oui, nous pourrons vous remercier. Sans arrière-pensée et sans rancune.

P.G.

Licenciement «de gauche» à Crozon

Le 15 octobre, les employés municipaux de Crozon ont arrêté le travail, et une centaine de personnes ont manifesté avec eux pour protester contre le licenciement par le Maire PS, de Madame Mireille Bothorel, accusée d'avoir «**trahi sa confiance**». Soutenue par la CFDT, contre le maire et ses adjoints (dont deux sont également militants CFDT), Madame Bothorel, accusée d'avoir pris en trop huit jours de congés de maternité, a contacté le tribunal administratif.

Ce qui semble chagriner le maire, qui aurait préféré la discrétion, puisqu'il n'hésite pas à écrire:

«J'ai pris la décision de mettre fin à notre collaboration en vous offrant toutefois 2 possibilités:

— la première qui présente l'avantage pour vous de sauver la face est que compte tenu de ce qui s'est passé, vous me présentiez, à compter du 15 octobre 1980, votre démission que j'accepterai.

— la seconde, consiste à prendre à votre encontre une décision de licenciement au 15 octobre 1980, motivée par l'abus de confiance dont vous vous êtes rendue coupable. Cette solution présentant l'inconvénient pour vous, au cas où vous souhaiteriez trouver un autre emploi, de constituer une référence des plus défavorables».

A la mairie de Crozon on accuse sans justification les gens d'abus de confiance (accusation grave s'il en est) mais on fait aussi du chantage à l'emploi. C'est un langage que l'on croyait plus réservé à des patrons réactionnaires qu'à des gens qui se disent à gauche.

PANNEAUX PUBLICITAIRES
véhicules & chantiers
L'ATELIER SERIGRAPHIQUE
56120. ST SERVANT/OUST - (97)22.21.12

LIBERTY
BAR - SNACK
Consommations de 1er choix
Musique tous les soirs
Tél. (98)40.90.92
3, rue Jacques-Cartier
35400 SAINT-MALO

« Solidaire et fraternelle » ?

Une société « solidaire et fraternelle » : quelques exemples glanés sur moins d'une semaine de parution d'Ouest-France.



Mohamed, 17 ans, tué par un C.R.S. lors d'un contrôle à Marseille

LA COLÈRE GRONDE dans la cité des Flamands, au nord de Marseille. Une « bavure » policière s'est déroulée samedi vers minuit dans une cité voisine, la Busserine, où un jeune adolescent d'origine marocaine, mais de nationalité française, Moha... 17 ans, a été t... par les balles tirées d'un C.R.S. – une M.A.T...

Auxiliaires de l'Etat

Retraites en panne

ANGERS. – Les agents non titulaires de l'Etat et des collectivités locales voudraient...

UN MAITRE-AUXILIAIRE DE MATHÉMATIQUES, licencié en... juillet dernier, continue devant les grilles du collège de Cou... blevie (Isère) la grève de la faim. M. Jean-François Le Di... zes, qui campe devant le col... lège, réclame sa réintégration au sein de l'Éducation nationa...

A Saint-Thégonnec

« S'il m'arrivait malheur... » dit le chef de gare

MORLAIX. – Cela fera deux mois mardi que le chef de gare de Saint-Thégonnec (Finistère) a entamé une grève de la faim pour protester contre sa mutation disciplinaire à Rennes qu'il estime « **injuste** ». Dans une déci... se fera hospitaliser ou non. « **Si oui,** précise-t-il, **j'entends qu'on respecte ma décision de poursuivre la grève de la faim entamée le 28 août** ». Le chef de gare de Saint-... maintient cependant à arrêter son ac... station. Il y met ... que le conseil ... a eu à connaî... déclaré « **non** ... M. Marcillet, ... national de la ... une déclaration ... disant qu'il n'a ... 000 F, « **mais l'affaire pri...** poste de chef ... Thégonnec lui ... nellement au ...

« L'infiltration » de la police par l'extrême-droite

Enquête poursuivie pour deux policiers seulement

Vie sociale

La ligue des droits de l'homme demand... la réintégration de J.C. Kerboul

Jean-Luc Kerboul poursuit sa grève de la faim. Après le débrayage de jeudi, l'intersyndicale C.F.D.T.-C.G.T. appelle le personnel à se présenter à la cantine sans prendre de plat et amenant un sandwich. Action symbolique de soutien desti... **voquer la discu... l'économe deva... bilités.** »

la ligue des droits de l... Pour le droit au travail personnes chargées ... moralement sa défense ... commission paritaire ne fait. Elément étrange

SEPT ÉTUDIANTS MAROCAINS ont commencé une grève de la faim dans les locaux de l'université de Picardie à Amiens, où ils ne peu...

LICENCIEMENTS

Plus de 4 500 délégués en 78

Malgré les protections légales dont ils bénéficient, les représentants du personnel ... ciements pour motif éco... ...

CHARGES

A la limite du supportable

Jusqu'où et jusqu'à quand les usagers du logement pourront-ils suivre la hausse constante des charges d'immeubles ? C'est la question que se posent les professionnels de l'immobilier, tout comme les représentants des usagers.

Mieux vaut tard que jamais, dit-on. Les nazillons responsables de l'attentat de la rue Copernic à Paris ont bénéficié d'un sursis de plusieurs jours avant d'encourir la condamnation morale du chef de l'Etat. Celui-ci a-t-il voulu se faire pardonner son retard ? A-t-il voulu faire croire à une sincérité toute de façade ? Toujours est-il qu'il en a trop fait.

Assurer les victimes désignées de sa sympathie, c'est bien. Dire qu'il n'y a pas, dans la société française de discrimination à l'égard d'une communauté quelconque, qu'il s'agisse des Juifs, des Arabes, des Noirs, des vieux, des Bretons, des jeunes, etc..., c'est un beau principe, mais, compte tenu de la réalité quotidienne, ce n'est pas très crédible. Fallait-il, pour forcer la vraisemblance, aller jusqu'à dire que la société française est « solidaire et fraternelle » ?

Solidaire et fraternelle, tu parles ! Quelle solidarité entre le Giscard des chasses en Afrique et les immigrés dans la misère ? Quelle fraternité entre les chômeurs et les grands patrons qui les ont licenciés pour mieux « restructurer » ? Dure loi de l'économie, dira-t-on. Peut-être. Les licenciements n'ont certes pas commencé sous Giscard, mais depuis quelques années, surtout depuis que Barre préside au gouvernement, on a l'impression qu'une nouvelle dimension est atteinte. La vie est de plus en plus dure et les privilégiés de plus en plus férocement retranchés dans leur bastion. Barre parle sans cesse de la compétitivité de « notre économie ». Mais il ne dit pas qui est le « nous », au service de qui est ladite économie. Pas difficile à deviner pourtant quand on voit que les aides de l'Etat vont systématiquement et expressément aux entreprises qui licencient, et que toute tentative de maintien de l'emploi est ouvertement condamnée en haut lieu : voyez Manufrance, voyez la pêche.

Selon une récente évaluation, il y aurait en France quelque dix mille suicides par an. Sans compter, bien entendu, ceux qui sont officiellement recensés comme « accidents » pour des raisons religieuses ou sociales. Combien de ces actes désespérés sont-il causés par la détresse face au chômage, face à la misère, face à la dureté d'une société qui donne de plus en plus l'impression que l'homme y est en trop, face à une société que la politique des princes au pouvoir deshumanise un peu plus chaque jour ?

Car les situations inhumaines se multiplient, amenant des réactions désespérées. Les coupures de presse reproduites ci-contre ont été glanées dans quatre ou cinq numéros d'Ouest-France pris à la volée sur le dessus d'une pile. Rien d'une recherche systématique du misérabilisme. Et pourtant les titres sont éloquents, et pourtant l'on recense, dans cette poignée d'entrefilets, quatre cas de grève de la faim, réaction semi-suicidaire vis-à-vis d'une insupportable dureté sociale. Sans compter les meurtres racistes commis par des policiers. Sans compter la coupable indulgence du pouvoir vis-à-vis des flics nazis et autres fascistes qui ont assuré la dernière fois, et assureront sans doute la prochaine fois, le service d'ordre de la campagne présidentielle de Giscard.

Solidaire et fraternelle votre société ? Un peu de décence, tout de même, Monsieur le Président !

J.L.F.

DEUX POIDS, DEUX MESURES

La Cour de Sûreté de l'Etat continue à matraquer avec une sévérité qui n'a d'égale que l'indifférence qui accompagne ses verdicts. Les années de prison pleuvent donc, essentiellement sur les Bretons et les Corses. Yves Stella, Corse, à qui on n'a pu imputer un seul attentat, a récemment été condamné à quinze ans fermes. Uniquement pour ses idées et son rôle de leader, l'avocat général l'a parfaitement admis. Des militants du FLB sont aujourd'hui lourdement condamnés pour des attentats mineurs, plus lourdement condamnés que ne le réclamait le réquisitoire de l'avocat général!

Quand on compare ces peines scandaleuses aux six mois du nazi Fredriksen, dont l'organisation a revendiqué plusieurs attentats, on ne peut manquer de constater que, pour la justice française, il y a bien deux poids et deux mesures. Et pourtant, la condamnation de Fredriksen a été considérée comme lourde par la presse. Et, pour qu'elle soit prononcée, il a fallu, sur la toute indépendante justice, le poids de l'attentat de la rue Copernic...

Aujourd'hui, de jeunes Bretons, dont le crime majeur est leur totale irresponsabilité politique, ont pour perspective terrible de croupir pendant des années en prison. Les gauchistes de 68, lourdement condamnés eux-aussi, paraît-il, ont depuis belle lurette troqué leurs semelles de vent contre les pantoufles de l'embourgeoisement. Quant aux nazillons, ils sont libres, et, si l'on en met un ou deux à l'ombre, ils seront dehors pour le printemps: il y a une campagne électorale à mener, et on a besoin de service d'ordre (nouveau...).

J.G.

PAS TOUCHE A L'AFRIQUE !

Pas touche à l'Afrique.

A l'Afrique des chasses, des diamants, des parents.

A l'Afrique des vassaux, des rois nègres, des colons.

Pas touche à l'Afrique.

Deux hommes en font l'expérience amère.

Le premier est français; il s'appelle Delpey et il est en prison. Ami de Bokassa (tout arrive...), il écrivait un livre sur «l'affaire» du charmant tonton Bok... Voilà son crime: en prison!

Le second n'est pas français; Egyptien, il s'appelle Simon Malley et est expulsé.

Militant anti-colonialiste de toujours, ami des grands leaders révolutionnaires du Tiers-Monde, il dirigeait le journal anti-impérialiste «Afrique-Asie». Sa plume chatouillait l'africaine susceptibilité du prince-président: dehors!

Simon Malley, pourtant, était en France, terre d'accueil (!) depuis onze ans. Simon Malley, pourtant, avait pour seules armes ses idées et son journal. Voilà son crime.

Kidnappé devant l'assemblée nationale par les forces de police, dans une ambiance rocambolesque, jeté dans le premier avion pour New-York, Simon Malley est expulsé.

Malgré les protestations du monde progressiste, malgré les appels de chefs d'états, de leaders du Tiers-Monde, de ministres innombrables... malgré les appels de Chirac, Chalandon ou Couve de Murville, dehors!

Certains nomment cela, la lettre de cachet, d'autres le régime des faux-nez, d'autres encore la mesquinerie érigée en système de gouvernement.

Les néo-nazis auront, eux, frappé cent vingt-trois fois en toute impunité. Si les mots de Malley gênent le délicat repos du président, les coups tragiques des nazillons le troublent d'autant moins qu'ils formeront bientôt, comme en 1974, son service d'ordre électoral...

Car, entre Simon Malley et les barbouzes, on a ses préférences. On reste parents, en famille, bon chic-bon genre.

On parle de l'Afrique comme d'une propriété privée, on y a ses réserves, ses copains, ses éléphants, ses diamants, ses petites habitudes. Pas touche à cette Afrique-là.

Sinon, la prison ou l'expulsion, c'est selon!

Jean-Michel Le Boulanger.

UNE DEUXIÈME BASE DE SOUS-MARINS NUCLÉAIRES A CROZON ?

Depuis le mois de juin, des bruits alarmants circulent dans la presqu'île de Crozon: une seconde base de sous-marins nucléaires serait en projet. Fondement des rumeurs? D'abord, la construction, décidée, de nouveaux sous-marins nucléaires rendra la base de l'Ile-Longue trop petite. Ensuite, un certain nombre de «mouvements divers» dans les parages du Cap de la Chèvre ont précisé la réalité de la menace.

C'est ainsi que, depuis le 28 juin existe un «Comité contre l'extension des terrains militaires dans la Presqu'île de Crozon» dont le maire de Crozon est le président d'honneur. Pendant tout l'été, le comité a sensibilisé la population, par des stands d'information, des affiches, des tracts, du porte-à-porte pour faire signer les pétitions, un fest-nos information.

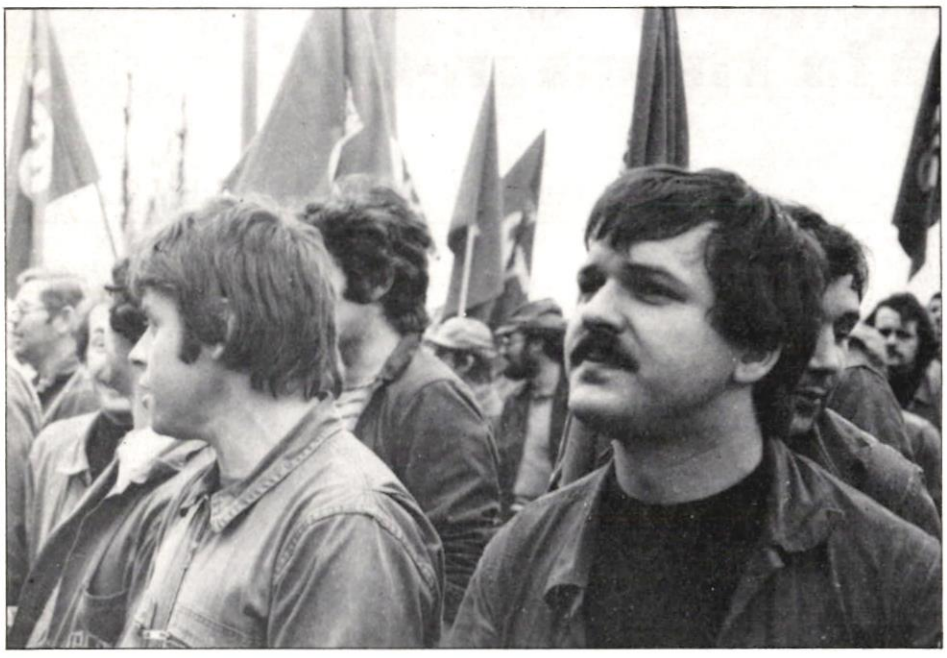
Un pas de plus dans la résistance à la militarisation a été franchi en septembre avec la tenue d'une assemblée générale où fut décidée l'étude de la création d'un GIE (Groupement d'Intérêt Economique) sur les terrains concernés du Cap de la Chèvre.

Ainsi se développe en Bretagne l'opposition résolue au nucléaire qu'il soit «civil» comme à Plogoff, ou militaire, comme dans la Presqu'île de Crozon.

HENAULT
Photo - Ciné
5, place Le Flô
LESNEVEN
Tél. 83.00.15

Librairie - Disques
37, rue Louis-Pasteur
Centre Commercial Rallye Brest
DIALOGUES
Le fournisseur du Père Noël

LES FILS DES OUVRIERS DES FORGES COMME LEURS PÈRES ?



Le Peuple Breton



Le Peuple Breton



Le Peuple Breton

Le Peuple Breton publie ce mois-ci le texte de la lettre adressée par la fédération du Pays de Lorient à C. Bonnet, Ministre de l'Intérieur et maire de Carnac, au sujet du conflit qui affecte la SBFM (Société Bretonne de Fonderie) plus importante entreprise de la région lorientaise après l'arsenal.

Quelques mots d'explications sur ce conflit:

Devant une baisse du carnet de commandes, conséquence d'une mauvaise politique commerciale — aucune diversification de la production n'ayant jamais été recherchée — la direction de l'entreprise prend les premières mesures de chômage économique en mai dernier.

La riposte de la CGT (1300 salariés syndiqués sur les 1550 de l'entreprise) est immédiate: des manifestations sont organisées, les «chômeurs» sont appelés à se présenter à l'usine...

Afin sans doute de briser la résistance des travailleurs, la direction s'attaque à ses représentants: Roger Prado, secrétaire général du syndicat CGT de l'usine, délégué du personnel, délégué syndical, secrétaire du comité d'entreprise, Julien Le Diméet, délégué du personnel, délégué au C.E., délégué syndical et notre camarade Yannick Quénéhervé, délégué du personnel, représentant syndical au C.E., membre de la commission exécutive nationale de la fédération de la métallurgie, reçoivent un avertissement et sont mis à pied pour trois jours. Les deux derniers avaient déjà fait l'objet de mesures d'intimidation de la part de la direction, lors du conflit qui s'était déroulé en 76, et où les travailleurs avaient conquis des avantages importants, puisqu'à cette occasion, la direction avait été contrainte de signer un accord de rattrapage sur les salaires de la régie, cas unique chez les filiales de Renault.

En frappant ainsi les travailleurs par le biais de leurs représentants syndicaux, l'objectif de la direction est clair: créer un climat d'insécurité affaiblissant la combativité des salariés afin de pouvoir revenir sur les avantages acquis, de faire passer le chômage économique et de préparer les licenciements.

Les travailleurs n'ont pas été dupes et les mesures d'intimidation n'ont eu comme seuls résultats que de renforcer leur détermination. A la SBFM, aujourd'hui, la lutte continue...

Monsieur le Ministre,

A l'occasion de chaque campagne électorale de ces dernières années, vos amis politiques ont régulièrement mis en avant la Société Bretonne de Fonderie et Mécanique pour camoufler la situation catastrophique de l'emploi dans la région lorientaise.

Vous-même, après avoir reçu une délégation de syndicalistes à la sous-préfecture de Lorient il y a deux ans, déclariez lors d'une conférence de presse:

«Les entreprises bien dirigées arrivent à s'adapter, même à progresser, La SBFM en fournit une exemple». Nous voulons précisemment aujourd'hui, attirer votre attention sur la situation de la Bretonne de Fonderie, filiale Renault:

— En quelques mois cette entreprise a programmé 13 journées de chômage économique, tendance qui va se poursuivre pour les deux derniers mois de 1980.

— La direction a mis des dossiers à l'étude en vue de supprimer de nombreux emplois. Cette information est confirmée par la distribution au personnel d'un document prétendant que l'entreprise compte un sur-effectif de plus de cent personnes. Le mot «sur-effectif» est un terme pudique qui, dans le système que vous défendez, Monsieur le Ministre, ne laisse aucun doute sur les intentions de ceux qui l'utilisent. Devant ce nouveau constat, comment pavoiser? Comment nier encore le délabrement de la situation économique de la région lorientaise et la part de responsabilité qui vous revient dans cette situation?

La situation de l'emploi ne se mesure pas, comme vous aviez tenté de le faire en 78 devant les journalistes, en mètres carrés couverts par des hangars ou locaux d'une zone industrielle... Les cimetières aussi s'agrandissent... Le bilan de votre inaction ne doit pas non plus se borner à calculer le nombre d'emplois créés en plus des 1348 prévus pour remplacer ceux des Forges d'Hennebont; il devrait aussi tenir compte de l'évolution démographique et des besoins des milliers de jeunes sortis des écoles avec des diplômes, en particulier depuis 1966.

Vous pouvez additionner avec tout l'art qui caractérise les services préfectoraux le nombre des créations d'entreprises et les emplois qui en découlent, vous ne pourrez camoufler derrière cela les dépôts de bilans, les reprises avec pertes d'avantages acquis (reprises trop souvent éphémères), les contrats à durée déterminée, les fermetures, le chômage qui touche des milliers de familles de la région.

Malheureusement, leur nombre ne va pas diminuer: déjà Polyform, entreprise sous-traitante de la SBFM, à Lochrist vient de liquider tout son secteur «ébarbage».

→

De même que tous ces travailleurs menacés, l'Union Démocratique Bretonne refuse de vivre une nouvelle fois l'épisode des Forges d'Hennebont, comme elle refuse la politique de désertification que vous soutenez.

A l'UDB, nous pensons qu'il existe des possibilités économiques permettant de faire passer les hommes avant les profits des monopoles.

La SBFM, liée en grande partie à l'industrie automobile est victime du redéploiement décidé à Bruxelles. Une telle politique risque, dans un premier temps, de transformer cette entreprise en département de la Régie Renault, spécialisé dans un éventail limité de pièces, avec pour conséquence la disparition de nombreux services et la suppression de toute possibilité d'innovation et de création sur place.

Des mesures seraient à prendre immédiatement pour stopper la dégradation du pouvoir d'achat des travailleurs, pour réduire l'énorme poids fiscal qui pèse sur l'automobile: avec la TVA (33%), les taxes sur l'essence (57,10%), l'Etat empoche 72 milliards de francs par an sur le dos des automobilistes. Pendant ce temps, les groupes PSA Peugeot, Citroën et Renault font, de leur côté, le projet d'investir 9 milliards pour créer 40.000 emplois à l'étranger!

Les travailleurs de la SBFM feront-ils les frais de cette politique qui consiste par exemple à construire une fonderie Renault au Portugal, tout comme leurs camarades de chez Citroën-Rennes qui ont payé par la disparition de 1500 emplois en un an, la fabrication de voitures Citröen en Espagne ou au Portugal.

Les richesses produites par les travailleurs bretons doivent en priorité faire l'objet d'investissements sur place: ainsi, à la SBFM, la création d'un secteur Mécanique permettrait de livrer des pièces à plus forte marge, puisqu'elles seraient pré-usinées et de conserver l'effectif actuel, si ce n'est de créer des emplois nouveaux. De plus, cette création donnerait une réalité à l'une de vos nombreuses promesses non tenues, comme le prouve le sigle de cette entreprise (SBFM), (Société Bretonne de Fonderie et Mécanique), qui attend toujours la Mécanique, 14 ans après sa création...

Monsieur le Ministre, il ne sert à rien de se voiler la face, comme il ne sert à rien à la direction de la SBFM de s'enliser dans la répression en refusant les propositions des travailleurs.

Nous voulions vous mettre une nouvelle fois devant vos responsabilités d'élu et de membre du Gouvernement et vous rappeler que les anciens de chez Marcesche, Polybois, Ripoche, France-Elevage, Leroux et Lotz, Sogemat et de la Comedef qui sont aujourd'hui à la Fonderie de Kerpont ainsi que tous les autres travailleurs ne se contenteront pas de promesses, ils résisteront à votre politique pour travailler et décider en Bretagne.

Fédération du pays de Lorient de l'Union Démocratique Bretonne.

BREST

Répression à la Thomson-CSF

L'usine Thomson-CSF (2000 salariés), installée depuis 1962, route du Conquet, à Brest, fait partie d'un « empire » industriel, la Thomson-Brandt, couvrant toutes les activités électriques et électroniques et dépassant les 130.000 salariés. La Thomson-CSF est la filiale spécialisée dans l'électronique professionnelle, civile et militaire. Thomson en ce moment, a le vent en poupe, la famille Giscard d'Estaing y est bien représentée au conseil d'administration et le chef de l'État à travers ses voyages présidentiels est son « meilleur commis voyageurs ». Les marchés s'obtiennent, les fusions-absorptions s'opèrent, les « dégraissages » aussi d'ailleurs, et les profits vont bon train.

C'est dans ce contexte que les travailleurs de cette filiale décident en septembre 79 d'entrer en action pour imposer à la direction générale des négociations portant sur la réduction du temps de travail et l'augmentation des salaires. 8 mois de débrayages quotidiens seront nécessaires pour arriver à un accord.

Les choses auraient pu s'arrêter là, c'était sans compter sur l'esprit revanchard du patronat, bien décidé, une fois le conflit terminé, à faire payer aux travailleurs les acquis obtenus par la lutte et affaiblir l'outil de défense des travailleurs: l'organisation syndicale.

Et c'est le temps de la répression. Procès: 5 en tout — chantage aux licenciements; actuellement, 23 inculpations (toutes concernent des délégués ou anciens délégués), une vingtaine d'autres sont annnoncées au centre de Brest.

Tout est utilisé — les articles de loi les plus répressifs — les motifs d'inculpations les plus sévères (détournement de fonds, vols, violation de domicile, dégradation,) les faux témoignages, les faux en écriture publique, les enquêtes policières les plus dégradantes. Voilà un exemple de ce qui se fait aujourd'hui en France « pays de la liberté » contre les travailleurs qui veulent qu'une part du progrès dont ils sont les principaux artisans leur revienne. Voilà ce qui se fait en France, trainer devant les tribunaux comme des délinquants de droit commun, des dizaines de délégués investis de mandats sociaux et économiques par plusieurs centaines de salariés. **« Et vivent la liberté syndicale et la lutte ouvrière »**, *oui, mais en Pologne!*

Pourquoi cette accumulation de procès? Pourquoi 2 voire 3 inculpations pour certains travailleurs. Certes, affaiblir la force syndicale, échapper aussi à la riposte unitaire en n'attaquant qu'une seule organisation syndicale (la CFDT majoritaire, sur 23 inculptés 20 sont délégués ou anciens délégués CFDT). Et surtout museler l'action pour l'avenir.

C'est l'épée de Damoclès, et à la prochaine grève **« nous serons en droit d'entamer des procédures de licenciement »** *annonce déjà la direction locale.*

Cela pourrait s'appeler une prise d'otages scénario classique? Sans doute, mais les travailleurs brestois ne veulent à aucun prix voir le début du tournage. Alors, ils se mobilisent fortement contre la répression; et l'unité syndicale CGT - CFDT - FO exemplaire pendant les 8 mois de conflit, est de nouveau sur les rails.

Cellule UDB de la Thomson CSF.

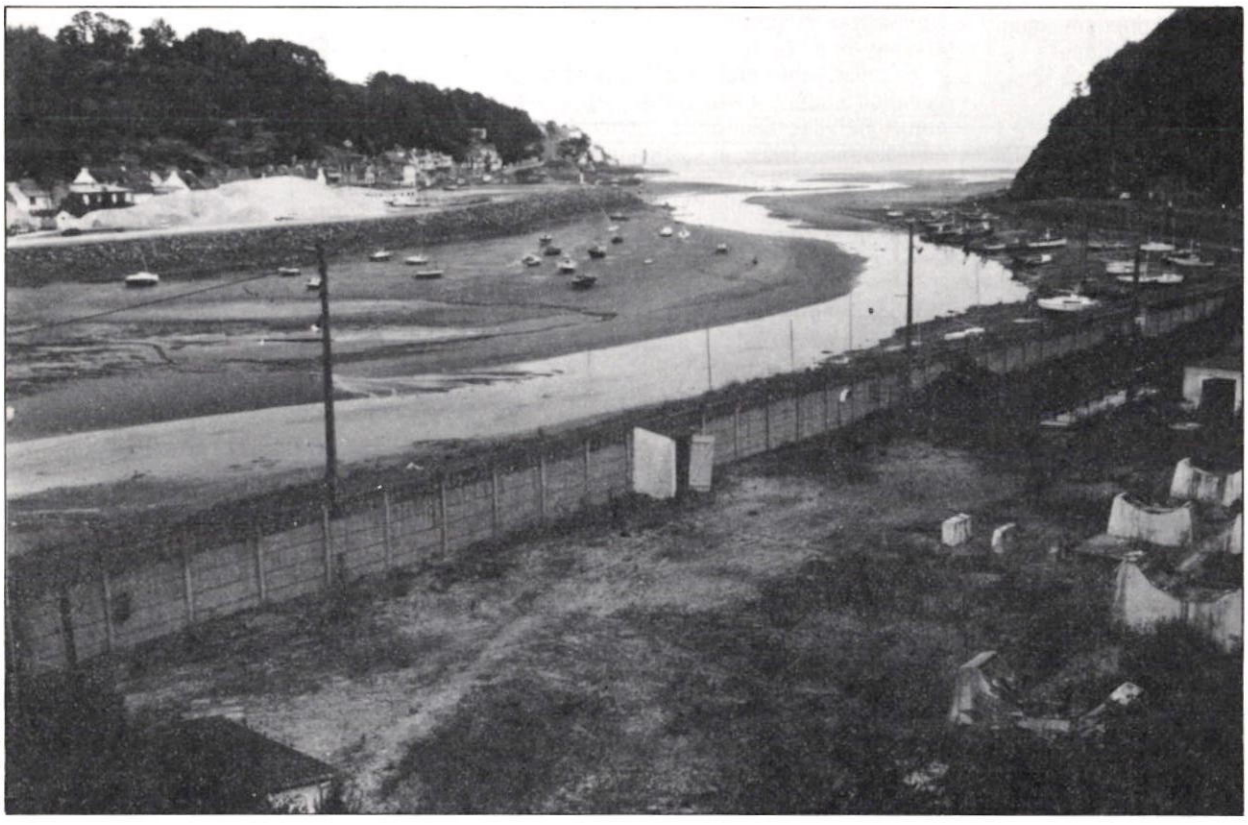
Crêperie Heb-Ken
monsieur et madame Rolland
Spécialité de Crêpes Garnies
5, Rue de Guérande
44000 Nantes
tél. 73.00.30

CRÊPERIE « Chez Loïc »
32, rue de la Visitation 35000 RENNES - Tél. 79.00.83

TANGUY
Bois - Matériaux
Lannilis - Brest - Landerneau

BAIE DE SAINT-BRIEUC

Les châteaux de sable de nos bâtisseurs



Le Peuple Breton

Le Légué

La baie de St-Brieuc fait une échancrure remarquable dans la côte nord de la Bretagne. Délimitée par le cap Frehel à l'est et la pointe de Plouezec à l'Ouest, elle est bordée par une côte élevée où alternent pointes et criques, longues plages et caps; elle s'ouvre au sud par deux bassins fluviaux courts et larges...

Carte postale? Si on veut. Mais les modifications topographiques qu'on lui prépare ne vont pas précisément dans ce sens.

La stagnation du trafic du port actuel du Légué depuis 1970 (soit environ 450.000 t.) est due en grande partie à ses caractéristiques techniques inadaptées aux navires actuels. L'écluse du bassin à flot ne peut recevoir des unités de 16.00 t. en lourd que pendant 1 ou 2 heures, à la pleine mer. Ces petites unités sont aujourd'hui rares dans la flotte de cabotage. Le Légué est un site peu favorable à cause de sa situation en fond de baie et de l'encaissement de la vallée du Goust qui ne permet pas la création de terre-pleins. Seul le fait d'être le port d'une ville comme St-Brieuc, centre d'une agglomération de 80.000 habitants, avec ses services administratifs, lui permet d'avoir une telle activité.

Etudes à sens unique

On remarquera qu'il n'existe aucun autre port important dans les Côtes du Nord; il n'y a que des ports secondaires ded fonds d'estuaire. Or la flotte de cabotage est composée en grande partie de navires de 3000 tonnes et les armateurs ne veulent pas perdre d'argent en attendant des hauteurs d'eau suffisantes pour entrer dans les ports. Ceci explique qu'une part énorme du trafic départemental (les 4/5) transite par d'autres départements et arrive par la route — ce qui occasionne des frais de transport élevés.

Le département paie se produits pétroliers beaucoup plus cher que les autres départements bretons (en particulier dans le Trégor) parce qu'il n'existe pas à proximité de raffinerie ou de port suffisant. Le département est un gros importateur d'aliments du bétail; 3000 tonnes de soja par an transitent par des ports comme Lorient.

Enfin, il est en Bretagne le moins développé sur le plan industriel. L'absence de port de moyenne importance sur ses côtes en est une cause.

Plusieurs études ont mis en évidence les avantages que constituerait la création d'un port moderne entre ceux de Roscoff et St-Malo. Celle réalisée par M. Moisan spécialiste en matière de transport maritime envisage deux sites possibles: celui de St-Brieuc (Le Légué) ou celui du Trégor-Goëlo (Trieux ou Jaudy). Le choix du site appartient à la Chambre de Commerce et d'Industrie qui gère les ports de commerce. Elle sera le maître d'ouvrage et aura financé 1/3 du coût de la construction. La D.D.E., lui apportant un appui technique et administratif, joue un rôle important. Le Conseil Général qui en principe assure 1/3 du coût à sa charge a un rôle décisif, puisqu'il engage l'argent de tous les contribuables du département et qu'il doit le faire dans leur intérêt. Le poids des Briochins dans ces organismes fait que les études sont toutes consacrées au site du Légué.

D'obscures vocations

Devant l'opposition grandissante de l'opinion, et surtout le coût élevé d'un projet présenté en 1976 (pour le réaliser, nos hardis bâtisseurs auraient dû investir la moitié de l'Anse d'Yffiniac), les responsables reculèrent. Depuis 1979, un nouveau projet est proposé. Relativement réduit par rapport au précédent, il empiète encore sur 150 ha de vasière et barre l'entrée de l'Anse d'Yffiniac au 2/5. Il prévoit la construction d'un bassin à flot de 60 ha avec écluse, d'une digue de deux môles de protection, d'un terre-plein de 25 ha rive droite et de deux voies de circulation côtés Plérin, et St-Brieuc. Enfin, un chenal d'accès devra être creusé dans le sable devant la pointe du Roselier. Malgré cela, ce port ne sera qu'un port

→

« moyen de cabotage » : un port à marée, accessible à haute mer chaque jour aux navires de 1500 et 2000 tonnes et 20 jours par mois aux 3000 tonnes. On voit donc que ce projet ne correspond plus aux objectifs fixés et est inadapté aux besoins départementaux.

Sachant que la majorité des navires de commerce en construction se situent entre 5000 et 15.000 tonnes, il est prévisible que le trafic départemental continuera à transiter par d'autres ports et à être acheminé par route.

Ce port ne permettra pas le débarquement et le stockage des produits pétroliers dont la région a besoin. Pourra-t-il recevoir le soja importé des USA et dont les agriculteurs des C.D.N. sont gros demandeurs avec un prix de transport et de transbordement avantageux ?

Partant de l'étude des besoins départementaux et régionaux, les responsables arrivent à un projet qui, s'il ne menaçait pas l'existence de l'Anse d'Yffiniac, aurait un intérêt local : l'intérêt de la ville de St-Brieuc. Les argumentations développées ne s'épargnent pas les contradictions.

La C.C.I. présente d'un côté le projet comme étant « mesuré » et pouvant être « **un centre de distribution si les pétroliers pouvaient y avoir accès avec des petits porteurs correspondant exactement aux besoins locaux** » et d'autre part prétend qu'il aura « **un impact favorable sur le prix des produits notamment le pétrole au niveau départemental** ». Elle n'hésite pas à le considérer même comme d'intérêt régional à « **vocation complémentaire aux autre ports bretons** » (!). Du côté de la municipalité de St-Brieuc, on tient le même langage.

De vagues perspectives

Pourtant, l'évidence du choix du site St-Brieuc/Légué est fort discutable. Son seul argument est l'existence d'un arrière-pays et d'une infrastructure tertiaire importante. Cependant, il ne faudrait pas exagérer cet avantage en présentant le Trégor-Goëlo concurrent comme un désert. Après les entreprises de St-Brieuc, et son agglomération ce sont les entreprises localisées à Tréguier, Lannion, Guingamp, Paimpol qui utilisent le plus le port actuel du Légué, alors qu'un trafic non négligeable passe par leur propre port (plus Pontrieux avec une voie ferrée jusqu'à Guingamp).

L'agriculture du Trégor a elle aussi besoin d'aliments pour bétail et engrais. Si les voies de communication ne sont pas suffisantes, elles peuvent être améliorées. Car enfin, si on veut enrayer l'exode rural qui touche le Centre-Bretagne et atteint le Trégor, il faudra bien décentraliser au niveau local et réaliser des infrastructures routières. A moins que le Trégor ne soit voué au tourisme « en raison de la beauté de ses sites ? »

De toute façon, l'importance de l'arrière-pays auquel prétend St-Brieuc se rétrécit considérablement dans le cas d'un port moyen de cabotage. Un port dans le Trégor recevant à toute heure des bâteaux de 5000 à 15.000 tonnes et en particulier les navires porte-conteneurs du type « roll-on et roll-off », pourrait desservir plus de 350.000 habitants jusqu'à Lanmeur, Rostrenen, Loudéac et Pléneuf, englobant donc l'agglomération briochine.

On peut aussi s'étonner des perspectives de développement industriel très vagues mises en avant par la C.C.I. et la ville de St-Brieuc. Les discours tenus relèvent avant tout d'un chantage à l'emploi tendant à s'accorder l'appui des contribuables. On parle généralement « **d'industries liées à l'agriculture, à la construction, et à l'exploitation de la mer** ». L'étude a été fondée sur des besoins locaux et s'appuyant sur les entreprises déjà existantes, elle ne prévoit pas d'autres créations d'emplois sinon ceux, peu nombreux, liés aux fonctionnement du port. Pour ce qui est de l'exploitation de la mer, son avenir est plutôt lié à la pêche, donc à la protection des vasières, à la gestion des stocks et au développement de l'aquaculture.

Taxes plaisancières

En fait, seules les surfaces portuaires construites sur la baie pourraient intéresser quelques industriels locaux. Certes, les surfaces d'accueil sont nécessaires, mais elles ne doivent tout de même pas se faire au détriment d'autres activités et des sites naturels à conserver en priorité.

Il semble d'autre part que certains aménagements ultérieurs sont cachés, et certains objectifs recherchés passés sous silence. Les possibilités d'extension vers l'est des terre-pleins (donc sur les vasières) sont réelles.

Les plaisanciers fréquentant le Légué pourraient être fort bien les seuls bénéficiaires dans le cas de la réalisation du projet. Il est d'ailleurs fort possible qu'on fasse appel à ceux-ci pour aider le remboursement des travaux. Etant donné les conditions nautiques défavorables pour la flotte commerciale, l'existence d'une petite flotille de pêche menacée, seul le trafic touristique en expansion pourrait éponger la dette de la C.C.I. par le biais des taxes. On pourrait assister alors à un véritable détournement des biens publics engagés dans l'opération.

Le coût de réalisation du port est actuellement estimé à 20 milliards. C'est sûrement une estimation minimum : la note risque d'être plus élevée. Si on compare au coût estimé en 79 d'un port en eau profonde sur le Jaudy (7 milliards y compris la route d'accès ; voir le P.B. n° 189. Sept. 1979), cela fait trois fois plus cher pour un port trois fois moins intéressant.

Et le draguage ?

Mais ce n'est pas tout. Les brochures émanant de la C.C.I. et de la mairie de St-Brieuc ne parlent pas du coût d'entretien. En effet, une tranchée d'accès à l'écluse creusée dans le sable devra être draguée en permanence en raison d'un fort courant de travers, or une drague revient à 2,5 millions par jour.

A ces dépenses facilement prévisibles, il faut ajouter le coût inestimable qui résulterait de la destruction ou dégradation de l'Anse d'Yffiniac. 1000 ha de vasières et marais risquent d'être progressivement asséchés ou détruits en raison de l'accélération ou de l'érosion de hauts courants que provoqueraient le changement de configuration de la côte et le rétrécissement du goulet d'entrée de l'Anse. La disparition de la production végétale et animale des vasières et marais se répercutera sur le peuplement en poissons, coquillages et crustacés de toute la baie.

On comprend aisément qu'indirectement c'est l'activité de la pêche qui est menacée (2000 emplois induits). Confrontés à des problèmes d'épuisement des bancs de coquilles St-Jacques, celle-ci n'a pas besoin de ce mauvais coup qui contrarierait les espoirs dans le chalutage. Pour ce qui est de l'aquaculture, son développement sera compromis et les exploitations existantes gravement perturbées. Les bouchots de la baie de Morieux subissent déjà des pertes dûes au rejet au large des boues draguées dans le bassin et le chenal du port actuel. On imagine aisément ce qu'il en sera avec le nouveau port.

Bref, il apparaît clairement qu'en cette période de crise grave, l'argent des travailleurs doit trouver meilleur placement. Les espérances économiques du projet du port du Légué sont, décidément, par trop aléatoires !

CRÊPERIE TY-BREIZ
SES SPÉCIALITÉS. KRAMPOUZ HA JISTR-MAD
15, RUE DUGUESCLIN TÉL. 37.91.20 LANNION

Blondes, brunes, rousses sous pression
vous les dégusterez au
Pub du TRUC MUCH
à Brest dans une ambiance sympa, avec jeu de flechettes tous les jours

UNE POLITIQUE D'ASSISTANCE POUR LE CENTRE BRETAGNE



Le Peuple Breton

La gare de Scrignac-Berrien

Inutile d'insister sur le degré de délabrement de l'économie de la Bretagne intérieure: il est catastrophique, et nous l'avons maintes fois décrit et dénoncé.

L'État Français a été finalement, obligé de le reconnaître; c'est ainsi que le conseil régional de «Bretagne» avait fait de la question du Centre-Bretagne, le débat principal de sa dernière session. Le préfet de région avait reconnu le **«sous-développement des zones fragiles de la Bretagne intérieure»**, et même sa **«désertification»**. Langage inhabituel, même si ailleurs on prend plus de précautions en parlant simplement de **«processus de moindre développement»**.

On aurait pu, dès lors, s'attendre à une série de décisions énergiques, structurelles, susceptibles de renverser la vapeur. Eh bien non, ce n'est pas le but du pouvoir; le préfet, en veine de sincérité, l'a d'ailleurs reconnu: le but poursuivi est **«d'enrayer la dévitalisation économique et démographique»**. Enrayer, et non inverser... De même, on admirera la précaution de langage quand on admet que la politique proposée vise à **«maintenir, voire accueillir, une population permanente active et jeune»**.

Bref, on n'y croit guère et les mesures annoncées sont à cheval entre l'enthousiasme et la poudre aux yeux.

«D'ailleurs, a souligné Ronan Leprohon, **s'il ne s'agissait pas d'assistance, mais de réel développement, on aurait commencé par associer la population, les travailleurs, les jeunes de cette région à la définition même des besoins et des remèdes nécessaires. Or, il y a bien eu concertation mais — l'Administration régionale nous le dit — entre «les directeurs des services régionaux, le Commissaire à l'Aménagement de l'ouest (F.I.D.A.R.), et les départements». Ces technocrates ont décidé ce qui était bon, et ce qui était possible, pour la population concernée. N'est-ce pas la définition même de l'assistance?».**

Et quelle confiance peut-on avoir dans **«l'effort envisagé de l'Etat»** quand le préfet s'exprime en ces termes dont on admirera les prudentes circonvolutions:

«Je vous précise qu'il ne saurait s'agir que de propositions faites à l'Etat en vue d'orienter éventuellement ses actions (...). Dans cet esprit, il pourrait être souhaité, etc...».

En réalité, cet «effort de l'Etat» ne s'exprime que de deux manières: d'abord promettre qu'on tiendra... ses promesses (par exemple en matière de plan routier breton), ensuite déshabiller Pierre pour habiller Paul. Tous comptes faits, ce que l'Etat financera représente en gros la même somme que ce qui est proposé comme financement régional des rocades et pénétrantes des grandes villes bretonnes. **«Cela donne une idée,** ajoute Ronan Leprohon, **de la «priorité» donnée par l'Etat à la Bretagne intérieure!».**

Quant au problème de l'emploi, essentiel de l'aveu même du préfet, c'est avec un bonus de 10% sur les interventions régionales, déjà minuscules, qu'on prétend le régler!

Reste la région, avec ses moyens dérisoires. La régionalisation à la mode Giscard, c'est bien cela; transférer localement de plus en plus de charges, mais en refusant à la fois le financement et l'autonomie de décision.

Le vote final du débat a été le suivant: toute la droite pour l'ensemble des mesures préconisées; le PC et le PS se sont abstenus; une seule voix contre, celle de l'UDB. Un vote, donc, qui rappelle celui de la charte culturelle: l'UDB, à l'époque avait été seule à voter contre; aujourd'hui, plus d'un se rend compte de l'escroquerie que constitue la charte. Qu'en sera-t-il pour le «Centre Bretagne»?

A QUIMPER, DES EMPLOIS EN OR!

Début septembre, le conseil municipal de Quimper a voté une rallonge de cinq millions anciens pour permettre à Fleetguard de terminer son installation à Quimper. La société américaine ayant menacé tout simplement d'arrêter les travaux jusqu'à une date indéterminée si les cinq millions étaient refusés, l'ex-secrétaire d'Etat Bécam s'est empressé de forcer la main à son conseil. Il faut souligner que ces cinq millions s'ajoutent aux 22 déjà votés pour l'usine de Quimper.

Selon Bécam, tout ceci ne coûtera rien à la ville, puisque Fleetguard reste locataire et non propriétaire des locaux. Même si de facheux précédents ne se renouvellent pas, c'est le contribuable quimpérois qui va régler l'ardoise des vingt-sept millions. Pour le moment, il y a vingt-sept employés dont vingt et un cadres, venus d'ailleurs, et non bretons pour moitié. Il est prévu cinquante à soixante emplois pour fin 81. Ça fait quand même cher à l'unité!

On peut s'en étonner et mettre en question la largesse de Bécam à l'égard d'une multinationale quand on a vu des entreprises telles que C.M.C., la Galva, ou la Cornouaillaise, qui représentaient pourtant des centaines d'emplois, ne recevoir aucun ballon d'oxygène de la part de Bécam et de ses collègues.

La politique municipale à Quimper, c'est vraiment du prestige!

PLOGOFF : DU NEUF...



Anig Streif

Manifestation à Plogoff

DES inconvénients de la périodicité mensuelle : nous étions sans doute les premiers à le savoir, mais Ouest-France a entre temps donné la nouvelle : Plogoff relève plus de la Région E.D.F. « Tours », mais de la Région « Clamart ». Quelle signification donner à cet événement, à première vue minuscule ? ıscule ?

Il faut d'abord savoir que l'E.D.F. est divisée entre quatre grandes « Directions », très autonomes les unes par rapport aux autres. Il y a la Direction des Etudes et Recherches, la Direction de l'Equipement, la Direction de la Production et la Direction de la Distribution, la seule avec laquelle le public soit quotidiennement en contact. La Direction de l'Equipement est celle qui a la charge de l'implantation des centrales nucléaires, comme du reste de la mise en place des diverses installations (centrales thermiques classiques, barrages, lignes à haute tension, etc...). Ses différents ingénieurs de haut rang jouent leur carrière et leur avancement sur leur efficacité à mettre en place les équipements qu'ils sont chargés d'installer. On comprend que ce soit à la Direction de l'Equipement que l'on trouve les plus chauds partisans du programme nucléaire. Ailleurs, en dépit d'un esprit boutique d'une solidité de béton, qui tend à tout primer, y compris les divergences d'opinion ou d'intérêt entre électriciens de base et hauts technocrates, les choses sont moins simples. On raconte, en particulier, qu'à la Direction de la production, l'enthousiasme pro-nucléaire est nettement moins vif, en particulier de la part de ceux qui peuvent être amenés à participer à la direction des futures centrales, et à endosser les emmerdements en cas de pépin. Nous n'en croyons rien, bien entendu.

L'Equipement E.D.F., outre son siège central 8, rue de Messine, à Paris, comporte un certain nombre de Directions Régionales, ayant normalement une compétence territoriale précise. C'est ainsi que, en matière de centrales nucléaires littorales, la Normandie, de Penly à Flamanville, relève de Clamart (banlieue parisienne), tandis que la Bretagne relève de Tours. C'est donc une mesure tout à fait exceptionnelle qui vient d'être prise, rattachant Plogoff à Clamart, tandis que Tours conserve la responsabilité, normale, des turbines à gaz en projet dans le Finistère, ou de la future extension de Chevire-Cordemais. Il est difficile de ne pas y voir une sanction et/ou une reprise en mains.

Sanction peut-être contre la façon dont s'est déroulée l'enquête d'utilité publique. Il n'est jamais bon de faire trop de vagues, et cette sacrée enquête est une jolie casserole au derrière d'Equipement-Tours. Pourtant, la mini-guerre civile du Cap aurait éclaté de toute manière, quel que soit l'organisme, E.D.F. ou extérieur qui aurait eu la responsabilité de la demande de déclaration d'utilité publique, et à cet égard, Equipement-Tours est sanctionné bien injustement. Sa responsabilité est plus directe en ce qui concerne la préparation du dossier. Sur ce point, l'étude d'impact était si grossièrement partiale, pour ne pas dire plus, qu'elle a soulevé la protestation, sous forme de pétition, d'un certain nombre de scientifiques dont certains ne sont pas particulièrement hostiles au nucléaire, ce qui a déclenché l'ouverture d'une enquête par le Conseil d'Information sur l'Energie Electro-Nucléaire présidé par Simone Veil.

Mais cet organisme, qui dépend du Premier Ministre, et dont la composition est quelque peu choisie, n'est pas en situation de se rebeller et vient de conclure notamment que l'enquête d'utilité publique n'avait pas été truquée. Peut-être y a-t-il un seuil admissible de contre-vérités, comme pour l'irradiation ? Il y a gros à parier, en tous cas, que le Conseil d'Etat, fort de ce label de non-truquage du dossier, décidera l'utilité publique, toute instruction close à la fermeture de l'enquête, sans tenir compte des études qui se poursuivent ni de faits nouveaux mentionnés dans une récente note interne de l'Institut Scientifique des Pêches Maritimes, et qui donneraient plutôt raison aux protestataires qu'à l'E.D.F. Tout est pour le mieux, donc, dans la meilleure politique nucléaire possible, et l'on ne voit pas, au bout du compte, pour quelle faute Equipement-Tours est sanctionné.

Peut-être alors s'agit-il d'une reprise en mains. Après plusieurs années d'études, de controverses entre experts, de vérifications et de contre-études, Equipement-Tours connaissait bien le dossier de Plogoff. Les silences, les vérités unilatérales et les demi-mensonges du dossier d'enquête d'utilité publique eux-mêmes en témoignent : il y a à Plogoff des problèmes et des risques particuliers, et Equipement-Tours sait parfaitement lesquels, même si toute évaluation de leur importance réelle est impossible, en l'absence complète de tout précédent réellement comparable.

Comme dans une histoire de Maffia, Equipement-Tours en savait trop, et on lui a réglé son compte, d'autant que, si, vis-à-vis de l'extérieur, la position officielle était sans faille, on chuchote que le doute commençait à gagner, individuellement, certains responsables. A Clamart, rien de tel ne semble s'être jamais manifesté, et les responsables de cette Direction « régionale » quasi-parisienne passent, auprès de certains de leurs interlocuteurs, pour des « brutes ». A bon entendeur, salut.

Jean ROUDAUT

«DOSSIER PLOGOFF»

UN FILM OUTIL...

L'équipe de cinéastes qui avait réalisé «Condamnés à réussir», à propos du centre de retraitement de la Hague, vient de récidiver avec le «Dossier Plogoff».

Réalisé pendant l'Enquête d'Utilité Publique, il est constitué de reportages et d'interviews. Des reportages d'abord, sur les événements eux-mêmes, et les images prises sur le vif viennent nous rappeler ce qu'ont été ces affrontements. Et puis, les interviews des habitants du Cap, en particulier des femmes qui ont mené (et qui mènent encore) la lutte, témoignent de la résistance au projet de Plogoff et à la société nucléaire et policière.

Des responsables d'organisations syndicales dénoncent l'utilisation des services publics pour imposer des centrales nucléaires qui ne sont pas d'utilité publique. Ainsi, les délégués CFDT de l'EDF et du CNEXO, montrent, preuves à l'appui, tous les truquages introduits dans les dossiers scientifiques et techniques pour tromper les habitants.

Ils montrent surtout comment le gouvernement d'EDF tente de faire porter aux techniciens et aux scientifiques la responsabilité d'une décision purement politique.

Francis Teitgen, l'un des avocats des inculpés de Plogoff, parle quant à lui de la société policière qui s'installe avec le nucléaire. Et l'on comprend en l'écoutant que, lorsque l'Etat capitaliste et centralisateur veut installer un monstre nucléaire contre l'avis de toute une population, chaque citoyen devient un délinquant.

L'évocation du «Plan Alter Breton» vient rappeler que le nucléaire n'est pas indispensable et que d'autres solutions existent pour peu que le but ne soit pas d'augmenter les profits des multinationales.

Le film est bien un dossier rigoureux et documenté, il démontre avec précision et clarté les mécanismes anti-démocratiques que secrète la société nucléaire.

Tout ceci en fait un film particulièrement bien adapté à l'introduction d'un débat sur le nucléaire, le développement de la Bretagne, les atteintes aux libertés.

L'Association «Ciné action Cornouaille» qui regroupe l'UDB, le PSU, le PS et la CFDT dispose d'une copie du film qu'elle loue à ceux qui en font la demande.

Pour tous renseignements, téléphonez à la secrétaire de l'Association «Ciné-action Cornouaille»: Elisabeth Cabillic — 90.08.90 (permanence CFDT) ou écrire à E. Cabillic, 9, rue des Gentilshommes, 29000 Quimper. Il faut se presser afin d'obtenir la meilleure rotation possible du film!

Caractéristiques techniques: «Dossier Plogoff» film 16 mm, couleur, son optique, 25 images/seconde. Durée 50 mn.

Le bâtiment en crise...

Le conseil économique et social de la région administrative était réuni les 9 et 10 septembre derniers. L'encadrement du crédit, tel qu'il est conçu, a été vivement condamné. Les conseillers ont adopté — à l'unanimité — un vœu réclamant notamment que l'encadrement du crédit soit «fonction des priorités qu'une région s'est données, notamment dans son plan d'industrialisation».

Mais la réponse du représentant du pouvoir central, tuteur du CES à cette demande a été brève: «un vœu qui ne tient pas!».



Gernot

Nombreux sont à l'heure actuelle les Bretons qui éprouvent mille difficultés à trouver auprès des établissements bancaires les prêts nécessaires pour construire ou acheter leur résidence principale. En effet, les banques ne prêtent plus qu'au compte goutte, surtout depuis le mois d'avril et quand elles le font, elles pratiquent des taux variant de 12 à 19%.

Parallèlement les patrons du bâtiment voient les carnets de commande se réduire comme une peau de chagrin. Et certains d'entre eux ont déjà demandé aux Directeurs Départementaux de la main d'œuvre l'autorisation de placer une partie de leurs ouvriers en chômage technique, sinon de les licencier. A n'en pas douter, les dépôts de bilans d'entreprise vont à nouveau se multiplier.

Pour comprendre comment on en est arrivé là, il faut examiner la politique du gouvernement français en matière de logement et sur le plan monétaire.

La politique du financement du logement

Depuis la guerre 1939-1945, tous les gouvernements avaient placé le logement au 1er rang de leurs préoccupations. Il fallait en effet remplacer les logements détruits au cours des hostilités, renouveler un parc vétuste du fait de la politique malthusienne de la IIIe République jusqu'au Front Populaire et faire face à l'augmentation de la population.

L'Aide à la Pierre

Jusqu'en 1978, les politiques successives étaient basées sur **«l'aide à la pierre»**. C'est-à-dire que, schématiquement en matière de construction, et à l'exception des prêts HLM et de certains prêts du Crédit Foncier, l'aide de l'État était fonction du logement construit et non pas de la situation familiale et financière du futur propriétaire.

L'épargne logement

En 1967, la formule Epargne-Logement était mise en place. Schématiquement encore, il s'agit d'un contrat par lequel une personne s'engage à déposer des fonds moyennant une rémunération fixe pendant une durée minimum. A l'échéance, elle bénéficie d'une prime et d'un droit au prêt à taux réduit et dont le montant et la durée sont fonction des intérêts perçus pendant la phase d'épargne. Il est clair que, plus les revenus sont élevés, plus la formule est intéressante.

L'aide à la personne

Il y a quelques années, le gouvernement considérait que la situation du logement s'était améliorée, livrée et décidait de procéder à une réforme du financement du logement principalement caractérisée par le remplacement de l'aide à la pierre par «l'Aide à la Personne». L'aide de l'État n'est plus fonction du logement construit mais de la situation familiale et financière de l'emprunteur. La réforme présente donc les principales caractéristiques suivantes:

— Aide Personnalisée au Logement (APL) qui remplace l'Allocation Logement.

— prêts aidés à l'Accession à la Propriété (PAP) à taux réduit (le nombre de prêts attribués chaque année à chaque département est fixé par l'État)

— Prêts conventionnés à taux plafond fixé par l'État.

— Primes à l'amélioration de l'habitat pour inciter à améliorer les logements anciens et vétustes.

Les PAP sont distribués par certains établissements bancaires seulement tels que les Sociétés de Crédit Immobilier. Ils sont «désencadrés».

Les Prêts conventionnés sont accordés par tous les établissements. Si les Caisses d'Epargne, le Crédit Mutuel et le Crédit Agricole en ont largement distribué, les banques ont pendant longtemps fait la fine bouche, considérant que le taux n'était pas suffisamment rémunérateur (pour elles, bien sûr). Ces prêts conventionnés étaient à l'origine complètement «désencadrés» puis le gouvernement les a «encadrés» en partie et à 50% depuis le 1er avril.

Politique monétaire et encadrement du crédit

Pour tenter de freiner l'inflation le gouvernement cherche à limiter la croissance de la masse monétaire notamment en contrôlant le développement du crédit par les banques. Ce contrôle consiste en des normes de progression. Les pénalités infligées par la Banque de France à l'organisme bancaire qui ne respecte pas les normes sont si lourdes qu'elles sont rapidement dissuasives.

Toutefois, pour favoriser certains aspects de sa politique économique, le pouvoir consent des exceptions pour certains types de crédits. C'est ainsi par exemple, qu'en janvier 1978, départ de la réforme du financement du logement, les PAP, les Prêts Conventionnés ainsi que les prêts complémentaires aux prêts épargne-logement étaient totalement «désencadrés».

Le renforcement de l'encadrement du crédit

Puis progressivement et de plus en plus rapidement, le nombre de PAP a diminué et l'encadrement des Prêts Conventionnés et des Prêts complémentaires Epargne-Logement a été instauré puis renforcé. Et depuis le 1er avril 1980, les PC sont encadrés pour 50% et les prêts complémentaires épargne-logement en totalité.

Le renforcement de l'encadrement a été si brutal que les principaux distributeurs de prêts au logement, le Crédit Agricole et le Crédit Mutuel, ont été contraints de fermer ou presque les robinets et rechigeraient même à honorer les accords qu'ils ont donnés. Plus prudentes, c'est-à-dire plus soucieuses de leurs profits, les banques s'étaient déjà retirées du marché du prêt conventionné pour ne consentir des prêts qu'à leurs meilleurs clients c'est-à-dire les plus fortunés.

→

L'augmentation des coûts

Parallèlement, un double phénomène s'est produit ces 2 dernières années:

— la spéculation sur les terrains s'est poursuivie et le coût de la construction s'est encore alourdi.

— pour «défendre» le franc, menacé par la spéculation internationale, le gouvernement a fait artificiellement

PIRE EN 81

Les normes d'encadrement du crédit pour 1981 sont connues. Le système bancaire distribuera moins de crédits qu'en 1980. En matière de prêts conventionnés, le léger relâchement de l'encadrement ne sera guère ressenti par les emprunteurs potentiels, malgré l'optimisme officiel. Le carnet de commandes des entreprises du bâtiment ne se reconstituera donc pas. Et comme par ailleurs les banques pourront moins soulager les trésoreries défaillantes des licenciements, et des chutes d'entreprises pourraient intervenir.

monter le loyer de l'argent que les organismes bancaires ou financiers se prêtent les uns les autres, avec les répercussions que l'on devine sur les taux des prêts à la clientèle.

Dans ces conditions comment acquérir son logement quand on a des revenus faibles ou moyens?

— le nombre de PAC est réduit

— les banques mutualistes ne distribuent plus les prêts conventionnés qu'au compte-goutte

— les taux des autres prêts sont prohibitifs

— les prix des appartements et des maisons continuent de grimper allègrement

Il n'est donc pas surprenant que les carnets de commande des entreprises du bâtiment se vident désespérement et que les trésoreries s'alourdissent.

Quand on sait que le bâtiment et les travaux publics représentent plus de 40% de l'emploi industriel en Bretagne, on imagine sans peine les ravages que la politique giscardienne est en train de provoquer. A moins que... A moins que les mesures ne soient bientôt adoucies. N'y a-t-il pas une échéance électorale en 1981?

Pour terminer, il n'est pas inutile de rappeler les propos du ministre de l'économie et des finances, Monory, répondant début juin sur FR3 à une question d'un journaliste sur les raisons du durcissement de l'encadrement des prêts au logement: en 1979, il a été accordé trop de prêts et notamment de prêts liés à l'épargne-logement qui ont servi à alimenter une spéculation effrénée en région parisienne.

Les Bretons qui ne peuvent plus emprunter pour acquérir leur logement et les ouvriers du bâtiment dont l'emploi est menacé, ont certainement été ravis de l'apprendre.

Jean Roudaut.

LAMBALLE

LA CAUSE... ...ET L'EFFET



Le Peuple Breton

MALADE de sa gestion, la concurrence extérieure lui en faisant voir de toutes les couleurs (ah! ces étrangers), Sapitex ferme ses portes voilà un peu plus d'une année. Les gourous délégués de la Méditation Transcendantale tentent bien une percée spirituelle en proposant au personnel de joindre les mains une demi-heure chaque jour que le bon maître Maharishi fait, condition **sine qua non** de leur rachat de l'affaire, la ficelle est jugée un peu grosse. Le travail dans la décontraction pourquoi pas, mais à ce prix-là, non, décidément.

«Encore en grève!»

Des quatre unités d'Adrien Sapiro, c'est celle de Lamballe (28 employés sur les 450 du groupe) qui digère le moins facilement cette mise à la porte: du 2 octobre 79 au 4 juillet 80, les locaux du Comptoir Commercial Bergère (on y fabrique des impers) sont occupés.

Jusqu'en décembre, c'est la manœuvre dite de phase active qui est adoptée. Manifestations, festnos, affiches, blocages de voies express, arrêts de train, se succèdent sans interruptions notables. A la mi-décembre, les 10.000 m de tissu en stock sont déménagés au grand dam de leurs acheteurs (une entreprise d'Angers) dont les camions dépêchés dans la capitale du Penthièvre repartiront aussi vides qu'à leur arrivée (1).

Côté financier, on fait ce qu'il faut. Des fanions sont cousus à la demande (et aux couleurs) de la CFDT, seul syndicat présent dans l'action. L'opération — qui dépasse le cadre breton puisque la fédération de Vendée en acquiert — contribue sensiblement à ne pas réduire en peau de chagrin le porte-monnaie des ouvrières.

Le caractère peu commun de ce conflit social (la bourgeoisie lamballaise n'a pas été habituée à pareil spectacle) est diversement appréhendé dans la population. Les ouvrières reçoivent des encouragement, sont l'objet de favorables interrogations, mais doivent aussi subir des réflexions du genre: «**Comment! Vous êtes encore en grève? Vous feriez mieux de travailler!**». Ce qui manque d'autant moins de saveur que la popularisation de la lutte a été suffisamment bien faite pour que la confusion entre occupation et grève soit rayée pour un bout de temps de l'esprit des autochtones encore hésitants...

Sourire figé

Seconde époque: le rythme de l'action démonstrative se ralentit pour laisser place à une avancée insistante en direction des élus, de l'administration et des organismes économiques, bref du côté des «décideurs».

Des prises de contact, finit par ressortir le projet d'un industriel, Poilpré, qui sous l'enseigne Lacosports permettrait la fabrication — dans les locaux du C.C.B. loués pour l'occasion — de shorts destinés aux adeptes de la course à pied ou du ballon rond, au choix, la signature donnant naissance à la société dépendant de l'attribution d'une prime de développement régional. L'attente est donc toujours de mise pour les 14 occupantes de l'atelier lamballais, prioritaires à l'embauche. Jusqu'à la date de reprise néanmoins prévue, à savoir la mi-novembre.

En parlant de **reprise,** l'affirmation soutenue mordicus par nos décideurs, selon laquelle il n'existe aucun rapport de cause à effet entre l'occupation du Comptoir Commercial Bergère et la **création** un an plus tard d'une entreprise en même lieu et place, quoique pas tellement surprenante de leur part, est en l'occurence un peu poussée.

Le sourire figé et vaguement inquiet des édiles du cru (mon Dieu, et mes électeurs!) lors de rencontres avec des délégations C.C.B. suffit à lui seul à prouver que le rapport en question a toujours été bien réel.

Et puis le «**si pas patron, pas boulot**», a beau persister à être une règle générale dans notre société — et pour cause —, il n'en subsiste pas moins quelques exceptions. Et nier d'une envolée de paroles celle qu'ont démontrée dans les faits les ouvrières lamballaises, c'est être bien léger, sinon méprisant. Ainsi, l'occupation d'une usine n'est d'aucune influence et donc d'utilité? Ben voyons.

Patrick Kernan.

(1) Litre les «Peuple Breton» de Déc. 79 et Mars 80.

ARTISANS COMMERÇANTS

Enfin une association qui défend vos intérêts ?

COMPLÉMENTAIRE « MALADIE-CHIRURGIE-SOINS DENTAIRES »

— 100% du Ticket Modérateur
— 60 Frs d'indemnités journalières en cas d'hospitalisation
— Forfait Maternité - Cures thermales : 601,20 Frs
— Frais funéraires : 4 000 Frs

TARIFS MENSUELS : 40,08 F par personnes
gratuité à compter du 3e enfant

COUPON RÉPONSE :

Je désire des renseignements complémentaires pour votre régime de prévoyance.

NOM _____ PRÉNOM _____
Nombre d'enfants : _____
Adresse : _____
Tél. : _____

F.F.A. (Association loi 1901). 2, rue du Docteur Le Noble - 29269 BREST CEDEX - Tél. 80.17.10
ASSUR BRETAGNE, 6 bis, rue de Glasgow, BREST - Tél. 80.17.10
Gestionnaire agréé par la F.F.A. (Association loi 1901)

RENNES

LA LUTTE DES PARENTS D'ÉLÈVES DE TORIGNÉ

Pendant 4 semaines, un groupe d'habitants de la Zup Sud de Rennes s'est opposé à la politique de redéploiement dans l'école menée depuis Paris et relayée sur place par des fonctionnaires interchangeables. Aux «grilles de chiffres», ils répondent spécificité sociale, aux «moyennes», ils opposent la qualité de l'accueil.

Mépris et arithmétique

Une semaine après la rentrée l'une des classes de la maternelle a été fermée: elle comptait 31 élèves. Avec cette classe en moins, les deux restantes comptent désormais 36 et 37 élèves. Pas de quoi effrayer c'est évident, une Inspection Académique très portée sur le «management». Cette école se situe dans les normes répond-elle; avec 34 élèves par classe, nous obtenons une moyenne de 30 présents, car en maternelle, l'absentéisme est important. Ah bon! On ne savait pas qu'accueillir des enfants, c'était tabler sur le fait qu'ils ne viennent pas!

Les parents dont la mobilisation a été totale (une centaine de personnes aux assemblées générales dans cette école Torigné où les 2 maternelles totalisent 240 enfants), rétorquent que les quotas habituels devraient être modulés pour tenir compte de la composition sociale du quartier: beaucoup de chômeurs, de femmes seules, d'émigrés, des enfants qui sont passés d'une nourrice à l'autre. On nous a donné l'exemple de cette classe de 27 élèves se décomposant ainsi: 5 enfants d'immigrés dont 1 non francophone, 4 de situation sociale **très** difficile, 3 de femmes seules, 2 de mères malades, 1 de famille **très** nombreuse, 1 élevé par une tante. Il en reste 11 en situation «normale» (comme dirait sans doute le ministère) ce qui dans ce quartier signifie des ménages modestes d'ouvriers et d'employés. Et on a l'audace de bâtir une politique d'éducation en faisant des moyennes générales valables de Strasbourg à Perpignan et quels que soient les milieux sociaux!

Pas de maître, pas d'élèves!

«Ecole déserte» a été la réponse des parents. Pas d'enfants en classe. Quatre semaines de lutte déterminée malgré la porte close de l'Inspection Académique, prise en charge de **leur** problème scolaire par des gens qui ont vu ce qu'étaient la centralisation et le mépris. Allez leur parler maintenant d'égalité des chances et de qualité d'enseignement (cette maternelle que le monde entier nous envie!).

Le 13 octobre l'Inspection Académique daignait organiser une table ronde de toutes les écoles en lutte de Rennes. L'UDB, était intervenue à la municipalité, demandant que les problèmes de chaque école soient étudiés et réglés séparément pour éviter qu'on aménage la pénurie. Réponse lors de la table ronde: menace de suppression d'un autre poste! C'est vrai quoi, plus besoin de maître dans un quartier où l'on boude l'école.

Cette lutte nous paraît exemplaire à plus d'un titre: elle montre que l'école telle que la conçoit le pouvoir est à l'opposé de ce que les parents sont en droit d'attendre, elle témoigne du potentiel de lutte et de refus qu'il y a ici, sur place, devant les problèmes locaux et enfin parce qu'elle illustre une idée politique très simple: que c'est en **décidant** en Bretagne que nous pourrons obtenir de vivre et travailler convenablement en Bretagne.

Cellule UDB Zup Sud - Rennes.

LE TRISKELL BAR
BAR LE TRISKELL
Place Guérin - **BREST**
Téléphone : **44.56.65**

DENIS PHILIPPE
l'artisan du déménagement
Fer - Mer - Route
50, rue Marcellin-Duval
29200 BREST Tél. 03.11.52

BLANDEAU-BAILLY

OPTICIEN DIPLÔMÉ
114 bis, rue Jean-Jaurès
29200 BREST - Tél. (98)44.12.63

Bières, eaux minérales
Fuel, lubrifiant TOTAL
Jean PICAUD
10, rue Lamennais
Tél. 60.01.23 56 LOCMINÉ

LE PROBLEME BRETON ...

Moëlan sur Mer: Compression de personnel à l'usine Fer-Emball

Directement liée à l'activité des conserveries, l'industrie d'emboîtage connaît aussi des difficultés. La direction de l'usine Fer-Emball vient d'annoncer la mise en pré-retraite prochaine de 36 employés. Une restructuration technique est à l'origine de ces mesures. De 1977 à 1980, Fer-Emball a vu sa production traditionnelle baisser de moitié. L'usine emploie jusqu'à présent 311 personnes.

PB

Les forges fermées un mois

Les Forges et Tréfileries de Saint-Armel à Ploërmel ont fermé leurs portes depuis le 30 septembre dernier pour une durée d'un mois. Cette fermeture entraîne la mise au chômage de 65 travailleurs.

Ouverte en 1978, l'usine appartient au groupe de la Société Française des Forges et Métallurgie. Un retard dans la mise en place des investissements serait à l'origine de cette mesure.

PB

Plouigneau: Pour le maintien du centre de formation agricole

Le Ministère de l'agriculture vient de décider le transfert de Plouigneau à Châteaulin du centre public de formation des apprentis agricoles.

Ce centre accueille chaque année une vingtaine d'élèves, et reste le seul établissement non privé du département. Une assemblée générale des parents a décidé l'ouverture sauvage du centre pour faire revenir le ministère sur sa décision.

PB

Morlaix: Fermeture de l'abattoir, 23 salariés au chômage

Depuis la cessation d'activité d'Omniviandes, qui assurait 80% de la charge de travail de l'abattoir, la poursuite de l'exploitation était devenue bien aléatoire. Aujourd'hui, l'abattoir ferme entraînant la mise en chômage économique de ses vingt trois employés.

Le personnel soutenu par le syndicat CFDT est décidé à se battre pour obtenir la reprise de l'activité.

MOR-BIHAN

Vannes: Du remous dans l'enseignement privé.

Une réunion des responsables syndicaux CFDT de l'enseignement privé du Morbihan s'est tenue à Vannes, pour exprimer l'indignation du personnel du privé face à l'attitude actuelle des employeurs qui refusent toute augmentation des salariés et l'amélioration des conditions de travail et ceci malgré l'augmentation de la prise en charge de l'Etat d'une partie de la retraite des maîtres, soit 140 millions de francs.

La CFDT réclame un salaire minimum de 3000 frs par mois. Dans le prix, certains salariés en sont vraiment bien loin : une employée de cuisine débute à 2280 frs nets par mois, un surveillant à 2430 frs.

LOIRE-ATLANTIQUE

Nantes: Intervention policière à la Nantaise de Fonderies.

Depuis le début du mois d'août, les travailleurs de la Nantaise de Fonderies occupaient les locaux de l'usine après sa fermeture décidée par le Tribunal de Commerce de Nantes. L'arrêt de l'activité de la Société provoque le licenciement de la totalité du personnel, soit 256 personnes (cf. PB n° 198).

Aujourd'hui, ces travailleurs licenciés viennent de subir l'escalade dans la répression patronale. Des forces de l'ordre accompagnées du syndic et de l'Etat major de la Société ont expulsé les militants qui occupaient l'usine dans la nuit du 18 au 19 octobre.

Le syndicat CGT, seule organisation présente à la Nantaise de Fonderies, a décidé de riposter en organisant une manifestation le 20 octobre. Pour les travailleurs licenciés, l'usine peut et doit vivre, malgré les objectifs de démantèlement de la direction.

CÔTES-DU-NORD

Paimpol: Opération «portes fermées» à l'E.N.M.M.

Après les écoles d'Apprentissage Maritime d'Audierne, et de Nantes, les élèves de 2e et 3e année du Collège d'Enseignement Technique Maritime de Paimpol se sont mis en grève à partir du lundi 13 octobre. La principale raison de la grève est la suppression de leurs allocations au titre de la promotion sociale, allocations qui constituent leur seule et unique ressource. Cette suppression signifie pour beaucoup d'entre eux l'arrêt des études et comme l'explique le syndicat des marins CFDT qui a pris en charge leurs revendications, le chômage, «étant donné» la situation actuelle dans la Marine Marchande.

Les élèves des E.A.M. de Nantes et d'Audierne étaient déjà rentrés quand, le 25 septembre, est parue la circulaire ministérielle supprimant la promotion sociale. A l'E.N.M.M., de Paimpol, au contraire, la rentrée scolaire n'a eu lieu que début octobre, ce qui permet à l'Administration d'affirmer que les élèves n'ont pas été pris au dépourvu... Sans doute une semaine aurait dû leur suffire pour renoncer à leur année d'études et trouver un embarquement!

Devant le refus de négocier des pouvoirs publics, les élèves ont organisé une opération «portes fermées» en cadenassant les grilles de l'école. La réponse de l'Administration ne s'est pas fait attendre : la gendarmerie est intervenue le matin même pour faire ouvrir les portes selon la méthode de concertation la plus couramment employée sous le règne de Giscard...

Des solutions existent pourtant, elles ont pu être trouvées à Nantes et à Audierne! Le bon sens prévaudra-t-il à Paimpol?

DE NANTES A BREST

FINISTÈRE

Penmarc'h: Armée et Environnement ne font pas bon ménage.

Le samedi 27 septembre, l'association pour la sauvegarde du vieux Penmarc'h faisait le bilan de son action pour la protection des dunes. Le président déclarait: «L'effort de protection est à poursuivre, nous lançons un nouvel appel aux penmarc'hois, aux bonnes volontés...».

Le mardi 30 septembre, le 41e RI de Ti Vougeret débarquait sur les dunes de Penmarc'h avec 3 péniches de débarquement, une quinzaine de camions et une douzaine de jeeps dans le cadre d'un exercice en collaboration avec la marine.

Nous vous laissons le soin d'imaginer le résultat de cette opération en rappelant qu'il y a deux ans, à quelques kilomètres de là, à Treffiagat, le cordon dunaire avait cédé lors d'une tempête.

Le Pays Bigouden déjà sacrifié sur le plan économique, sera-t-il demain après un camp d'été pour touristes, un terrain de manœuvres pour militaires?

ILLE-ET-VILAINE

Rennes: La Santé Publique, une nouvelle fois bradée.

L'ouverture du nouvel hôpital de la ZUP sud de Rennes le 7 octobre dernier offre un nouvel exemple du malaise qui règne dans le domaine de la santé.

Cet hôpital est la concrétisation d'une promesse de 1973, de Poniatowski dans le cadre d'un plan médico-hospitalier breton. Il devait être un hôpital de secteur pour la ZUP et aider à résorber le déficit de 1400 lits reconnu en Bretagne par le ministère de la santé.

Une fois ouverte, cette nouvelle unité ne répond pas à une attente combien justifiée. De 550 lits prévus, il n'en reste que 379 et encore s'agit-il surtout de transferts depuis Pontchaillou ou l'Hôtel-Dieu. De lits nouveaux, très peu: une quarantaine. Le plan initial prévoyait la création de 842 postes, il n'en est accordé que 463... Aucune crèche ne sera disponible pour le personnel en majorité féminin, avant l'exercice budgétaire 1981. Pas de locaux pour les syndicats, la médecine préventive. Enfin, et cela est conforme à la politique du moment, l'Etat n'a assuré que 40% du financement. Elles sont loin les promesses?

Le journal «Le Monde» du 25 septembre 1974, présentait pourtant le problème ainsi: «Obtenir de Mme Veil la réalisation du plan médico-hospitalier breton, traduirait la volonté sincère du gouvernement de rattraper le plus vite possible les graves retards d'équipements dont souffre la région». On est bien loin du compte...



D.R.

Rennes: Nouvelles journées de de chômage chez Citroën

La direction de Citroën vient d'annoncer de nouvelles journées de chômage dans les semaines à venir. Selon les syndicats ces mesures touchent les salariés les moins rémunérés, déjà cette année ils ont fait les frais de 27 jours de chômage, indemnisés seulement à 60% de leur salaire. En fin d'année, c'est pratiquement un demi-mois de salaire qui aura été perdu pour ce personnel par le biais du chômage économique.

Pour la CGT, la perte du pouvoir d'achat des travailleurs de Citroën à Rennes n'a jamais été aussi importante, et ces mesures vont accentuer encore davantage cette situation puisque la baisse des ventes d'automobiles est surtout due à la baisse du pouvoir d'achat des salariés...

PB

Brest: Un cargo argentin bloqué au port

Le cargo argentin «Tsarandi» a été bloqué au port de commerce de Brest. Ce navire était démuni de matériel de survie et les 34 hommes d'équipage subissaient un manque d'hygiène dans les cuisines et les annexes. A cette situation, s'ajoutaient des retards de salaires et des demandes de rapatriement non satisfaites pour cinq hommes.

Le navire n'a pu quitter Brest, qu'après régularisation de l'ensemble de ces lacunes.

PB

Vannes: Evacuation musclée des locaux de la Centrale Coopérative

Des producteurs d'œufs du Mor-Bihan, ancien sociétaires de la centrale Coopérative agricole bretonne (CECAB), ont occupé pendant deux jours les locaux de la Société à Vannes. Ils entendaient obtenir des dédommagements pour le manque à gagner subi du temps de leur appartenance à la CECAB.

Ces producteurs militants de la FDSEA et du syndicat des Paysans Travailleurs ont été expulsés des locaux par une cinquantaine de policiers en présence du conseil d'Administration de la CECAB. Une nouvelle illustration du libéralisme giscardien...

La Loire-Atlantique est bretonne !

1500 MANIFESTANTS DANS LES RUES DE NANTES, LE 18 OCTOBRE
à l'appel du Comité pour l'Unité Administrative de la Bretagne. Et ceci en dépit d'un certain boycottage de la presse et des grands moyens d'information. La présence massive des fédérations de l'UDB n'est pas passée inaperçue. Au rang des partis politiques figuraient, en outre, le PSU, le MRG avec notamment en tête du défilé les élus radicaux de gauche de la municipalité nantaise. A signaler l'absence des représentants du parti socialiste: l'absence de perspectives électorales n'y est sans doute pas étrangère. L'ampleur de cette manifestation en faveur de l'unité de la Bretagne montre que ce combat est mobilisateur, d'actualité, et essentiel au même titre que la lutte pour l'emploi.



Le Peuple Breton/M. Catherine



Le Peuple Breton/M. Catherine



Le Peuple Breton/M. Catherine

FINISTÈRE : L'U.D.B. AUX SÉNATORIALES...

Nous avons participé pour la 1ere fois à ce type de scrutin jusque là réservé aux grands Partis hexagonaux. Le pari était risqué: nous n'avions que 22 grands électeurs UDB, ce qui ne nous assurait qu'environ 1 % des voix et pouvait diminuer notre crédibilité de parti politique jouant le jeu électoral. Par ailleurs, le but étant d'affirmer notre présence et de diffuser nos idées, un risque non négligeable demeurait: le risque de censure par les médias qui auraient pu ne nous faire qu'une place ridicule. Les événements ont cependant donné raison à ceux qui pensaient que tout combat compte pour un parti comme le nôtre et qu'il n'est pas inutile d'utiliser les institutions dépassées — et le Sénat en est une — pour mieux les combattre.

En effet, les médias ont donné à l'UDB une part au moins égale à celle des autres partis. L'aspect revendicatif de la candidature UDB anti-notable et anti-nucléaire civil et militaire a été mise en valeur. Et si des candidatures féminines ont retenu l'attention, elles n'ont jamais fait l'objet de contre-sens: elle ont toujours été présentées comme un moyen de renforcer les aspects anti-notables et anti-centralisme, comme le choix des meilleurs vecteurs pour ces revendications politiques et non comme des candidatures féministes.

Les incidents du second tour, absence de bulletins de vote UDB, à l'ouverture du scrutin, et nos protestations véhémentes — nous avons joué les troubles-fêtes ce dimanche-là au Tribunal de Grande Instance de Quimper — ont également renforcé l'aspect revendicatif de notre Parti. Nous avons ensuite déposé un recours en annulation auprès du Tribunal Administratif en nous fondant sur la date de la réunion de la Commission de Propagande. A cette réunion étaient données les instructions pour le second tour à savoir que les candidats devaient veiller eux-mêmes (à la différence du 1er tour) à l'approvisionnement des bureaux de vote en bulletins. Or, nous n'avons pas été invités à cette réunion — et pour cause — qui s'est tenue le 16 septembre — la veille de notre déclaration de candidatures, et 3 jours avant l'expiration du délai légal de dépôt de candidatures (le 19 septembre). Là encore, les médias, presse, radio et même TV, ont correctement rendu compte de notre démarche.

L'objectif de notre candidature était aussi de sensibiliser les élus locaux, notamment ruraux, à nos thèmes et même à notre présence. Le Journal de l'Association des Elus municipaux bretons, axé sur les sénatoriales, a été envoyé à tous les élus municipaux et aux grands électeurs du Finistère. Nous avons tenu par ailleurs quelques réunions publiques. Ce travail a été payant puisque nous avons obtenu au 1er tour 2,3% de voix. Là encore, notre crédibilité, dans un type de scrutin difficile pour nous, vue la stabilité politique du corps des grands

lettre
décor
sérigraphie
guillaume
Z.A.C. de BREST
Kergaradec
Tél. 02.10.63

électeurs, est sortie grandie. Notre maintien au second tour, qui avait été précédé le 15 septembre d'un appel public à la Constitution d'une liste d'Union de la gauche, a témoigné de notre refus — à l'absence d'Union — de servir de caution à une liste et a donné de l'UDB l'image d'un Parti majeur et cohérent refusant tout marchandage.

Nous terminons notre profession de foi en disant « cette année, dans le Finistère, quelque chose peut changer ». Le Finistère a, à nouveau, élu 4 Sénateurs de droite mais 43 voix de grands électeurs se sont portées sur des candidates autonomistes et socialistes au Sénat de la France ce qui en soi est déjà peu banal et ne peut que renforcer notre combat pour le Peuple Breton.

Marie-Claire Corre.

Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

.....

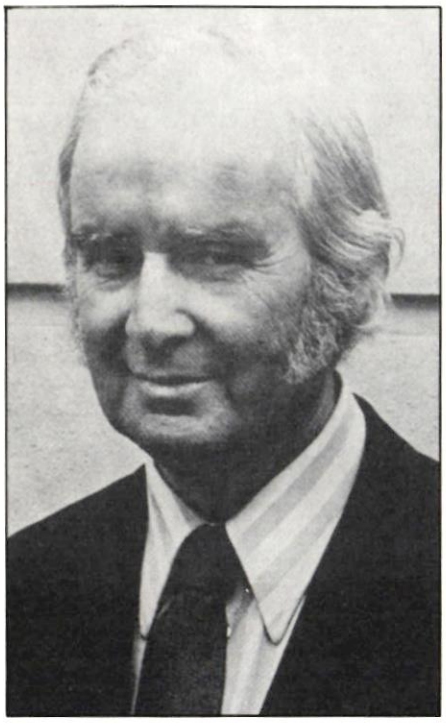
déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

A..... le ..... 19.

Adressez ce bulletin (découpé ou recopié) à : U.D.B. - B.P. 304, 29273 BREST CEDEX

La victoire de Gwynfor Evans



« L'Occitan à la TV! » entend-on de plus en plus du côté de Montpellier ou de Toulouse. Juste, légitime, indispensable revendication que FR3 satisfait, en trompe-l'œil, en Bretagne: ici, chaque semaine, les Bretonnants ont droit à quelques minutes dans leur langue, égarés au milieu de centaines d'heures d'émissions en français, placés dans les grilles d'horaires les plus défavorables à une écoute de masse. Comparés à ce que nous connaissons, les Gallois semblent être des privilégiés: ils disposent d'une chaîne de radio dans leur langue, d'une heure et demie à la TV tous les jours, et pourtant rien ne va plus là-bas non plus!

Au début des années 60, une chaîne de télévision privée **(Teledu Cymru)** assurait en gallois sept heures d'émission par semaine. Le manque de ressources financières et publicitaires contraignit vite ses promoteurs à arrêter l'expérience mais ils obtinrent que les autres chaînes prennent le relais. Depuis les deux programmes de la BBC et HTV (privée) assurent toujours ces sept heures par semaine, soit 100 minutes de gallois par jour (l'équivalent de quatre **Breiz o veva** malgré tout) réparties sur trois programmes, contre 36 heures en anglais!

La BBC ayant pensé depuis longtemps à créer une quatrième chaîne nationale, une vaste campagne d'opinion obtint, après de nombreuses péripéties, que cette nouvelle chaîne soit mise en place en priorité au Pays de Galles et accueille largement les émissions en gallois, aux heures de grande écoute surtout. En avril 1979, le gouvernement anglais débloquait 18 Millions de livres sterling pour la réalisation des infrastructures techniques nécessaires et tout le monde semblait d'accord sur le principe d'une chaîne galloisante... même le Parti Conservateur de Margaret Thatcher.

En effet, on peut lire dans son Manifeste électoral que « nous sommes soucieux de faire démarrer aussi vite que possible les émissions en gallois sur la quatrième chaîne de TV. Nous croyons qu'il serait plus simple, moins coûteux et tout aussi rapide de regrouper sur cette chaîne tous les programmes gallois de la BBC et de HTV. Le Secrétaire d'Etat pour le Pays de Galles, William Whitelaw, confirmera encore après la victoire de son parti la « claire volonté » de son gouvernement de satisfaire la grande majorité des Gallois, qu'ils pratiquent ou non leur langue nationale, l'unanimité étant quasi totale sur ce point.

Mais comment croire, même un instant, à ce que dit la droite triomphante? Maggie Thatcher, « la dame de fer », a retenu la leçon de Raymond Barre en ce qui concerne l'austérité et la nécessité de dénationaliser à tour de bras, sans se préoccuper du coût humain et social de l'affaire. La sauvegarde la livre l'emporte dans les préoccupations de la City sur le sort des quelques 1,5 millions de chômeurs que connaît aujourd'hui la Grande Bretagne. Il aurait été étonnant que la leçon de Barre et de Giscard n'ait pas été retenue dans un autre domaine, celui du droit des peuples: le 11 septembre 1979, le sinistre William Whitelaw annonçait que le projet d'une quatrième chaîne galloisante était abandonné! La BBC aura bien un quatrième programme, mais il sera en anglais! Que sont devenus les beaux engagements électoraux? Passés à la trappe...

Mais les Gallois n'entendaient pas en rester là, et loin de sedécourager, ils ont attaqué: une personnalité unanimement respectée Gwynfor Evans, a annoncé qu'il entamerait une grève de la faim et qu'il avait l'intention de la poursuivre aussi longtemps que nécessaire, même pour sa vie. Devant cette détermination, c'est finalement Maggie Thatcher, la « Dame de fer » qui a cédé, ainsi que l'expilque Dafyld Williams, le secrétaire Général du Plaid Cymru, dans une lettre adressée à l'UDB: « Je suis très heureux de vous informer que notre combat a été un succès et que le gouvernement a été obligé d'accorder au Pays de Galles la chaîne de télévision en gallois qu'il avait promis dans son manifeste électoral. A ma connaissance, c'est la première fois que le gouvernement Thatcher a été forcé de changer sa politique devant une opposition déterminée, décision largement due bien sûr à l'attitude prise par Gwyufor Evans. Je serais très content si vos lecteurs en Bretagne pouvaient être informés de cette victoire historique du peuple gallois sur le gouvernement de Londres ».

J.C. Cassard.

ON TORTURE DANS

On dit — du côté de chez Giscard — que l'Espagne est désormais une démocratie et que, compte tenu de ce fait, l'Europe des polices et de la justice peut se faire... Premières mesures: la qualité de « réfugiés politiques » n'est plus reconnue aux patriotes basques qui fuient la répression espagnole en passant les Pyrénées. Et pourtant... les prisons espagnoles continuent à retentir des hurlements de douleur des torturés, « démocratiquement », sans doute!

Deux jeunes Basques du Nord, citoyens français donc, en ont fait l'expérience. Jakes Bortayron et Mikel Goyheneche en ont fait un rapport terriblement accusateur pour la police et la justice espagnoles, dans une conférence de presse tenue en Pays Basque, en présence de représentants d'Amnesty International et de la ligue des Droits de l'Homme. Voici, d'après l'hebdomadaire basque Enbata, le récit de Mikel Goyheneche:



Enbata

Jakes Bortayron et Mikel Goyheneche

— J'ai 22 ans. J'ai été arrêté à Maya (Navarre), le 2 août 1980, vers midi, dans un contrôle routier.

J'ai été transféré au cantonnement des Gardes Civils d'Elizondo, où on m'a questionné sur mon identité, ma provenance.

Puis on m'a emmené dans une voiture dans le centre d'Elizondo, et là j'ai fait tout le tour du village, certains magasins, certains bars appartenant à des nationalistes basques, et j'étais accompagné d'un policier jeune, cheveux longs, mal rasé, pistolet à la ceinture. Un autre se trouvait à une quinzaine de mètres, également armé; et dans la rue, il y avait une voiture avec deux policiers armés chacun d'une mitraillette. Cette tournée dans le village avait pour but de savoir si je connaissais du monde dans le village, en vue de les interpeller. Les policiers étaient très vite nerveux, et j'avais peur d'un accrochage, et qu'ils tirent, excités comme ils étaient.

On m'a ramené au cuartel d'Elizondo. Une heure plus tard, on m'a transféré au Commissariat (Comandancia) de Pampelune.

Dès mon arrivée, on m'a fait monter dans un bureau, on m'a interrogé pendant une demi-heure. On m'a tout de suite suspendu à une grille, par les menottes. J'y suis resté, d'après moi, trois heures. Je touchais le sol, mais le corps était tendu.

Le chef et celui qui allait se révéler être le technicien ont commencé à m'interroger avec force coups de pieds, coups de poings dans le ventre, coups de matraque sur tout le corps.

Ils m'ont ensuite décroché, assis, mais toujours menotté; ils ont continué l'interrogatoire: qui je connaissais en Navarre, qui j'étais, d'où je venais. Et quand je ne répondais pas, l'un d'eux montait derrière sur mes menottes et pesait de tout son poids.

Quatre policiers m'ont interrogé durant ces neuf jours: le technicien, le sadique, le bon, le chef.

Emmené dans un autre bureau, ils m'ont montré leurs pistolets, me demandant ce que c'était, si je savais m'en servir (en faisant semblant de les donner), où j'avais appris à tirer...

Le chef a déclaré que c'était fini, qu'il n'y avait rien d'intéressant à tirer de moi. On m'a descendu jusqu'à l'entrée de la Comandancia, du côté du parking, et non du côté de la rue Ils m'ont dit: Echappe-toi. J'ai été pris de panique. J'avais toujours les menottes dans le dos. Ils me sont tombés tous les quatre dessus, en me frappant.

Ils m'ont mis dans une voiture banalisée, qui n'avait pas de plaque d'immatriculation à l'arrière. Il y avait le chef, qui conduisait, le sadique et un autre. On m'a mis la tête entre les jambes. Et on a roulé pendant cinq à dix minutes. De temps en temps, ils m'insultaient et me donnaient des coups de crosse.

On s'est arrêté en rase campagne dans la banlieue de Pampelune. D'abord, ils m'ont dit de m'échapper. Je pensais que c'était la fin. Puis ils m'ont mis à genoux, la tête baissée. Celui qui était à côté de moi a pressé trois fois contre moi la gachette de son pistolet, à vide. J'étais très très mal. Ils me parlèrent de Naparra, le réfugié disparu, disant qu'ils allaient faire pareil...

Remontés dans la voiture, ils ont dit: « on va le ramener à la maison ». On m'a fait entrer effectivement dans une maison qui me semblait inconnue, et on m'a mis dans un cachot. Le lendemain, quand on m'a conduit dans un bureau, je me suis rendu compte que j'étais toujours dans la Comandancia. J'étais soulagé, si on peut dire, d'être dans un bâtiment officiel.

Ce jour-là, je les ai sentis très excités, parce que selon les nombreux coups de téléphone, je sentais que ma famille m'avait localisé (ils avaient auparavant tenté de téléphoner au bureau du Consulat à Pampelune mais il était minuit...).

Voyant que les interrogatoires ne donnaient rien, le chef a ordonné qu'on me fasse le quirofano. Ils m'ont enlevé ma chemise, m'ont mis sur une table. L'un me tenait les pieds, les autres ne faisaient rien. J'avais le buste dans le vide: de temps à autre, l'un venait et appuyait sur la poitrine. On résiste cinq minutes puis le corps baisse, ça fait de plus en plus mal, le sang monte à la tête, les oreilles sifflent et bourdonnent, les yeux battent au rythme du cœur, la tête bat comme le cœur. Le chef a pris une rame de papier pour machine à écrire et, par coups

L'ESPAGNE « DÉMOCRATIQUE »

réguliers et dosés, il m'a frappé sur les parties. Le corps prend le rythme de la douleur.

Quand je criais, un autre m'enfonçait sa matraque dans le sternum. Ça me coupait la respiration. Un autre me donnait des claques, pas très fortes, mais le choc résonne dans la tête qui balance. Je ne peux pas dire combien de temps ça duré. Un moment aussi, il a pris son ceinturon, et il m'a tapé toujours pareil, suivant le même rythme, dans les parties sexuelles.

Je suis tombé inanimé. Je suis incapable de dire combien de temps. Quand je me suis réveillé, j'étais sur la table, avec le bon à côté. C'est là où on voit l'efficacité de la technique. Quand on a des déprimes très fortes, on se raccroche à ce qu'on peut. On sait que c'est un policier, qu'il est là pour vous torturer mais on a envie de se raccrocher, même à lui. Il m'a dit de parler, qu'on me ramènerait chez moi, il m'a proposé de l'argent, il m'a donné un verre d'eau. On sent vraiment qu'ils possèdent la technique.

Le chef est revenu. Il a voulu recommencer, mais ça allait vraiment trop mal. Ils m'ont emmené dans un autre bureau, puis m'ont descendu dans un cachot, où je suis resté jusqu'au lendemain.

Dans le cachot, les deux premiers jours, je n'avais pas de lit. J'ai dormi comme j'ai pu, à plat ventre, avec les menottes dans le dos. Dès qu'on se retourne, les menottes, se resserrent, la main peut devenir insensible. Le premier jour, ils ont eu très peur à cause de cela, et ils m'ont tapé en disant que j'avais fait exprès.

Le cachot venait d'être repeint en jaune clair, avec une lampe tout le temps allumée. Rien à manger pendant deux jours. Le troisième on m'a apporté un sandwich. Toutes les nuits, ils viennent remuer les clefs, regarder dans le judas, ce qui fait qu'on est toujours dans l'idée qu'ils viennent vous chercher à nouveau, et cela pendant neuf jours.

Le troisième jour, ils m'ont interrogé sur les gens d'Euskadi Nord, sur les réfugiés que je connaissais, leurs têtes, les dernières têtes que je leur avais vues, les adresses, le travail, les voitures qu'ils ont. Visiblement, c'est pour faciliter le travail à d'autres. Ce type d'interrogatoire a duré jusqu'au neuvième jour.

Comme j'étais encore très mal de l'interrogatoire de la veille, ils ont changé. Ils m'ont fait asseoir, m'ont passé un passe-montagne à l'envers, l'ont mouillé avec un verre d'eau, pour m'empêcher de respirer. Ils ont commencé à taper. Des coups avec la main bien ouverte, toujours sur le côté. Ça fait très mal aux oreilles, on a des éclairs sur les yeux. Un moment, j'ai voulu esquiver, j'ai tourné la tête, mais ils s'en sont rendu compte, et ils me sont tombés dessus à coups de matraques. Ils m'ont remis sur la chaise, et ont recommencé les claques. Ce qu'il y a de terrible, c'est qu'on ne voit pas quand elles arrivent. Quand on voit le coup, on se prépare, plus ou moins. Mais là, c'est l'angoisse. On ne sait pas s'ils vont taper avec la main, avec une barre...

Le bon est venu, m'a enlevé la cagoule, m'a donné un verre à boire. Puis ils m'ont fait faire des flexions, me posant des questions, et à chaque fois que je répondais non, c'était cinq flexions. Ce n'est pas une vraie torture mais c'était dans le but de m'affaiblir... J'ai fait ainsi des dizaines de flexions.

Puis ils m'ont fait faire le canard. Ils m'ont fait passer les mains, toujours menottées sous les genoux, et m'ont baladé dans les bureaux, au milieu des policiers tapant à la machine (...). J'ai d'ailleurs remarqué à cette occasion que les interrogatoires avaient toujours lieu le soir, après les heures de bureau, quand il n'y avait pratiquement plus personne.

Ramené dans un bureau, le chef m'a sorti le pistolet qu'il avait sur la jambe, a fait tourner le barillet, l'a pointé sur mon visage, et a appuyé sur la gâchette. Par deux fois (...). Sur le moment, avec la peur qu'on a, et leur excitation, on pense que c'est possible. De même que le jour où le sadique, à pointé son parapluie sur mes yeux, on pense qu'il est capable d'appuyer...

Ils ont parlé un moment, entre eux, de m'appliquer la roue, c'est-à-dire de se mettre en rond autour de moi et de me frapper en m'envoyant de l'un à l'autre. J'ai entendu le chef dire: d'accord, mais avec une couverture. C'est là que j'ai comrpis qu'ils avaient peur de laisser des marques. D'ailleurs, tout ce que j'ai subi, ne laisse pratiquement pas de marques, sauf quand ils s'énervent.

Ils m'ont montré tout ce qu'ils avaient comme instruments de torture dans une armoire, en me disant qu'ils allaient s'en servir pour moi. Ils ont sorti un sac poubelle, disant qu'ils allaient me le mettre sur la tête. C'est après cet interrogatoire qu'ils m'ont présenté des photos, des centaines de photos de personnes de toutes sortes. A chaque page, il fallait que je dise qui je connaissais. Puis ils m'ont descendu au cachot.

Le quatrième jour, ils ne m'ont pratiquement pas touché. Mais les Gardes Civils qui passaient, venaient à ma porte, regardaient par le judas, tournaient les clefs, ouvraient et fermaient la porte, me parlaient, m'insultaient. Les femmes de ces Gardes sont également venues m'insulter. Un Garde a passé son fusil-mitrailleur par le judas, et m'a dit de courir, puisque j'étais habitué à courir dans la montagne. Cette journée a été difficile parce qu'à chacune de ces visites, on pense qu'on vient vous chercher pour une nouvelle séance. On a envie de se taper la tête contre les murs. Mais c'est aussi à partir de ce jour-là qu'ils ont arrêté les tortures étudiées.

Je perdais la notion du temps. Les interrogatoires avaient lieu toutes persiennes fermées. La nourriture m'a été donnée à intervalles très irréguliers. J'avais droit à un gobelet d'eau vers le matin et vers le soir. Je n'arrivais plus à me repérer. Pshychologiquement, j'ai complètement décroché. Je ne savais plus quel jour on était, je ne me rappelais plus le nom du village où j'avais été arrêté, ni le jour de mon arrestation. On sent que la tête s'en va. J'essayais de penser à autre chose. J'essayais d'étudier le lit, sa fabrication... pour avoir quelque chose de logique. Je n'arrivais plus à me concentrer. Je ne pouvais même pas compter le nombre de carreaux sur le sol du cachot. C'est là où les interrogatoires sont les plus durs, ils n'ont plus tellement besoin de frapper (bien que je me souvienne d'une séance où ils m'ont fait baisser la tête et m'ont donné des coups de matraque sur le dos, mais pas très forts, seulement très suivis, de manière à ce que la douleur prenne tout le dos). Je me souviens mal de ce qui c'est passé ces jours-là. J'ai vu des centaines de photos, seize livres en tout je crois. Chaque fois que je répondais mal, ils me tapaient.

J'ai senti que c'était la fin quand ils ont enlevé ma chemise pour me passer la pommade. Je n'avais pas beaucoup d'hématomes.

Un Garde Civil en uniforme, pistolet à la ceinture, est entré, a tourné autour de moi, puis est sorti. Un des policiers m'a ensuite demandé si j'avais vu le médecin. Le médecin, c'était ce Garde Civil...

D'autres personnes sont venues, m'ont regardé, m'ont insulté. Je pense qu'il devait s'agir de policiers des rues. Ils étaient en civil, en polo, en jeans, avec des autocollants pour l'amnistie, etc...

Des Gardes Civils armés de mitraillettes, très excités, sont venus me sortir à coups de crosse de ma cellule. Il faisait nuit. Sur une montre, j'ai vu qu'il était trois heures. De quel jour, je n'en savais rien. J'ai été accroché à l'intérieur d'un fourgon. Par le carreau arrière, j'ai vu qu'on faisait route vers Saragosse... On a changé 18 fois de véhicule pour mon transfert à Madrid (...).

Je dois préciser qu'au troisième jour de mon interrogatoire, les policiers ont téléphoné ici, très concrètement à Hendaye (je les entendais) et ils ont commencé à me dire tout ce que la police française connaissait à mon sujet: où j'habitais, ce que je faisais, une interpellation au cours d'une manifestation. Je pensais bien que la police française était derrière ça, mais ce qui m'en a donné la certitude, c'est ceci: au cours d'une vérification d'identité de routine, il y a quelques mois à Bayonne, j'avais été emmené vingt minutes au Commissariat; et ça, ils me l'ont ressorti! Ils m'ont dit: à telle date, pourquoi as-tu été arrêté par la police française?

Tous leurs interrogatoires ont porté sur les contacts que j'avais en Navarre, où j'apprenais à tirer, à monter et à démonter un pistolet, sur les réfugiés. On ne m'a jamais interrogé sur ce que je pouvais avoir dans ma voiture, ou sur le motif précis de mon arrestation.

pb.service

Sous ce titre, nous ouvrons désormais une nouvelle rubrique de petites annonces *gratuites*. Nous voulons ainsi aider nos lecteurs à échanger, à trouver, à acheter ou à vendre différentes choses, ayant — de préférence — un rapport avec la Bretagne. Ces annonces sont entièrement gratuites, même pour les ventes, à condition que le prix demandé soit indiqué et inférieur à 500 F. Au-dessus, le tarif de publicité s'applique aux annonces. Pas de domiciliation au journal.

• **Spectacles:**

— **Les artistes travailleurs de Bretagne,** c'est-à-dire Mikaël Kerne, Thierry Gahinet, Dominique Le Guichaoua, André Daviaud, Gérard Fleury, Manou et Dominique Le Ferrant, Michel Jaunault, Michel Heveart, Bernard Sevellec, Bernard Rault et Jean Rio seront à tour de rôle jusqu'au 19 décembre, à **Lomener,** au bar-tabac «Les Embruns»; à **Gavres,** au bar-crêperie «Le Porh Guerh», à **Port-Louis** au bar Le Noroit, à **Clohars-Carnoët,** au Kerharo-Bar.

— **Julos Beaucarne,** le 12 novembre à **Lorient,** le 13 à **Guingamp,** les 14, 15 et 15 à **Landerneau:** organisation Diwan et Amitiés Bann-Bretagne.

— **Chieftains,** le 18 novembre à **St-Brieuc, salle Robien.**

— **Teresa Rebull,** chanteuse catalane, pour la première fois en Bretagne: à **Nantes** grand amphi de la Fac de Droit le 13 novembre à 20 h 30, et à **St-Nazaire** à la maison du Peuple le 14 novembre à 20 h 30.

— **Yvon Etienne,** à **Locminé,** salle des Fêtes le 15 novembre, à **Malestroit,** salle des fêtes le 22 Novembre, à **Auray** salle des fêtes le 29 novembre.

• **Apprendre le breton:**

— **A Paris,** au lycée Jean-Baptiste Say, des cours ouverts à tous, sur trois niveaux. R. Trémel, 72, rue Denis Papin, 92700 Colombres.

— **Par Correspondance avec Ar Falz,** en utilisant la méthode Assimil de F. Morvannou. A Deshayes, 15, Hent Bras Breizh, 29000 Kemper.

— **Par correspondance avec Ober,** en choisissant entre trois méthodes. Ober, Gwaremm Leurven, Plufur, 22310 Plestin Les Grèves.

• **Prix des écrivains Bretons:**

— Il sera décerné pour un roman, un essai, un ouvrage d'histoire, une œuvre poétique déposé avant le 1er décembre au Secrétariat du Prix des Ecrivains Bretons, Bibliothèque Municipale, 29000 Quimper.

• **Théâtre en breton:**

— **Nomenoe-Oe,** de Jakez Riou, sera jouée par Strollad ar Vro Bagan, à **Poullaouen** le 15 novembre, à **Lannion** le 16 novembre, à **Lesneven** le 29 novembre.

— **O Chezuz,** par le Teatr Brezoneg Penn ar Bed, à **Brest** au PAC le 16 novembre à 15 h 30 (animation gratuite), à **Kemper, au théâtre le 20 novembre à 21 h.**

• **Théâtre en gallo:**

— Les **Brind'Lous de Saint Byér** interpréteront leur création «**muet à matin, sourd à vesprée**», le 8 novembre à 21 h, salle Edelweiss, au Légué, à Plérin (22).

Erwan Picard, poète malgré tout...

Erwan Picard était l'auteur des vers inoubliables:

«A tous les gars du front,
«Notre chapeau tirons».

Il récidive aujourd'hui en nous présentant trois livres de poèmes du même tonneau d'un seul coup... La sincérité, évidente, domine de fort haut l'inspiration, et pour quelques images éparses, que de lourdeurs répandues! Erwan Picard aurait dû, c'est clair, éliminer les neuf dixièmes de ce qu'il a écrit. On aurait pu alors trouver quelque rythme, quelques audaces, quelques surprises. Hélas, les margoulins de l'édition à compte d'auteur savent que la flatterie est leur meilleure alliée. Reste alors, avec un compte en banque dégarni, la curieuse impression d'une détresse à fleur de peau criée dans un océan de platitudes.

J.G.

Erwan Picard: Poèmes empoisonnés; Envers et contre tout; l'Armoricain.

Petites Annonces

Nous signalons que ces annonces sont **gratuites** *pour tous nos compatriotes à la recherche d'un travail. De même nos adhérents et sympathisants qui nous signaleront des offres d'emplois en Bretagne pourront bénéficier de la gratuité de l'insertion.*

DEMANDES D'EMPLOI

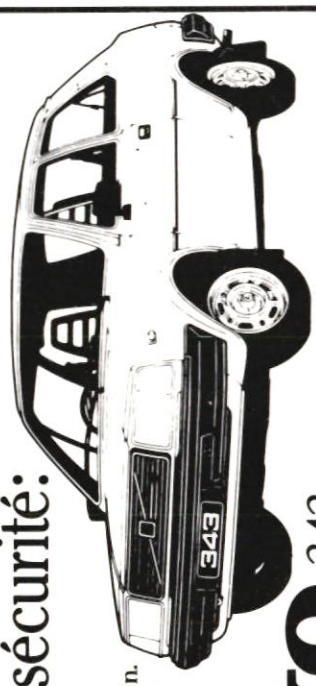
Etudiant 4e année d'architecture, cherche emploi à mi-temps dans cabinet d'architecture de préférence. Ecrire à: Bruno Péron, 2, rue Samuel de Champlain, 44300 Nantes.

OFFRES D'EMPLOI

Recherche menuisier, pour travaux chantier. OHQ de préférence. Tél (98 44.69.73.

J. ROLLAND
56460 LA CHAPELLE-CARO
Plomberie - Sanitaire
Chauffage Central
Tél. 74.92.95

BAR - BRASSERIE - RESTAURANT
"Les Antilles"
ouvert jusqu'à 2 heures du matin
12, rue de Siam - BREST
Sa Terrasse
Sa Petite Salle de Réunion
Ses Glaces
Ses Dégustations de Fruits de Mer
à toute heure



Premier prix de sécurité:
36.220F. clés en main.
VOLVO 343
343 L. Prix au 1/9/80. Modèle 81. 1 version boite manuelle 7 CV, 2 versions boite automatique 8 CV, 1 version boite manuelle 11 CV.
S.E.V.I.
Société Entretien Véhicules Industriels
s.a. GUALBERT
BREST
12, rue Anatole-France
Tél. 49.14.19
QUIMPER
R.N. 165 Quimper-Lorient
Troyalac'h - Saint-Evarzec
Tél. 90.32.09



FESTOÙ-NOS

Le P.B. publie désormais chaque mois gratuitement l'annonce des festoù-nos de Bretagne et de l'émigration. Si vous avez connaissance d'un fest-nos, si vous en organisez un, si vous y chantez, vous pouvez nous prévenir par simple lettre jusqu'au 20 de chaque mois. Parution assurée si vous précisez l'organisateur.

● **Le 8 novembre**
à Camors (56)
Salle du Petit-Bois, fest-nos avec Soneriou Kervignag, bagad Mendou, Le Braz, le Buhé, Soneriou Pleuvigner, breuder Kergosien; organisé par Diwan Auray (1 F pour la SEPNB).

● **Le 10 novembre**
à Ploumogoar (22)
Fes-nos avec les Frères Morvan, Bastard, tad ha mab, Epinette et Lehart, et d'autres... organisé par UDB Guingamp.

● **Le 15 novembre**
au Pecq (78)
à 21 h, salle des fêtes, 3, quai Voltaire, fest-nos organisé par le Cercle Culturel Breton 78.

● **Le 22 novembre**
à Malestroit (56)
Fest-nos à la Salle des Fêtes après le spectacle d'Yvon Etienne, organisé par UDB Haut-Vannetais.

● **Le 23 novembre**
à Ti Kendalc'h, St-Vincent-sur-Oust (56)
Bal breton à 15 h.



IFFIG

— a été heureux d'apprendre que **Le Cheval d'Orgueil** venait d'être traduit «en langue soviétique» (bulletin de la collection Terre Humaine).

— attend avec impatience sa prochaine traduction en langue belge, suisse, yougoslave, etc...

— se demande si les éditions Plon, avec les bénéfices énormes réalisés sur la vente de plus d'1.500.000 exemplaires ne pourraient pas enfin assurer la publication en breton de cette œuvre «traduite du breton» (sic).

« Le candidat », de Malo Louarn



Malo Louarn

Malo Louarn vient de publier son premier album de «Bande dessinée» intitulé «Le Candidat» qui est une satire de «l'homo politicus». Une question mérite d'être posée: qui est le véritable héros de cette histoire loufoque et symbolique? Est-ce Dupont, l'homme simple, le «candide épicier», archi-manipulé par la «Kolossal Informatic»?

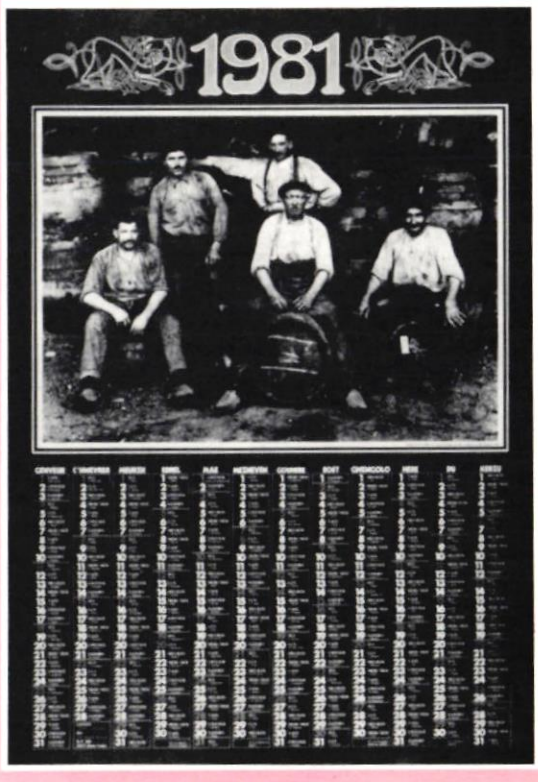
Ou les deux adolescents prolongés incapables de s'adapter au système et créant dans la poursuite inlassable de leur rêve une claudiquante agence de publicité? A moins que ce ne soit l'Ordinateur, ce chef-d'œuvre de la technique moderne? Ou encore le Directeur de la «Kolossal Informatic» qui se démène dans une agitation effrénée, plus par amour du jeu que par soif de pouvoir ou d'argent. Il joue avec sa multinationale comme un enfant avec son jouet, et quand le pouvoir atteint son paroxysme, il joue quitte ou double. Il lance dans la course électorale le candidat qui sera sélectionné par l'Ordinateur comme le candidat idéal,. Parti insensé, ahurissant, quand on sait que le sort tombera sur un épicier inculte. Dupont c'est le grain de sable minuscule qui fait se dérégler l'infaillible machine. Victoire de la liberté sur les prévisions technocratiques.

Tel est ce conte philosophico-politique, sorte de torrent tumultueux où giclent les images folles, dans la bonne tradition celtique, et dont la bouffonnerie apparente recouvre un message d'une profondeur insoupçonnée.

Fanch Kerrain.

iroise-décor
B. LEPROHON / 31, RUE INKERMANN
29200 BREST Tel. 02.00.33
PEINTURE · PAPIERS PEINTS · TISSUS MURAUX
AMENAGEMENT D'INTERIEURS · MOQUETTE

LE CALENDRIER 81 DES PRÉNOMS BRETONS EST PARU !

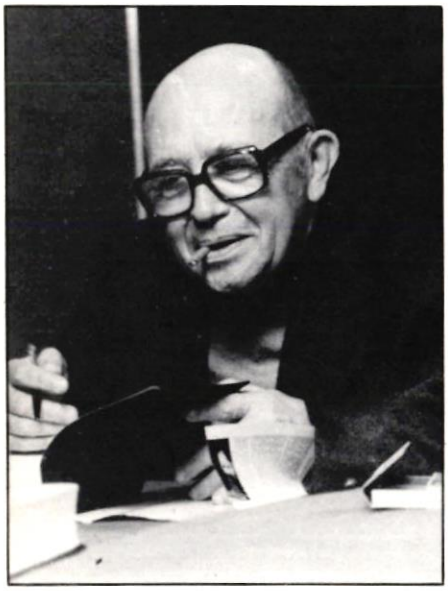


Un superbe calendrier poster
Tout en breton
13 F, franco, à :

U.D.B., B.P. 304
29273 BREST CEDEX

LE BIDE(T) D'ORGUEIL

Un film sur la Bretagne, un film tiré d'un grand livre. Mais le raté complet. Voici deux points de vue sur le « Cheval d'Orgueil » de Chabrol. Ils se rejoignent sur un point que pourrait illustrer la phrase que prononça Einstein, en 1923, lors d'une visite à Jérusalem en voyant les fidèles psalmodier devant le mur des lamentations : **« Triste spectacle que celui d'hommes qui ont un passé, mais pas de présent... ».**



P.-J. Hélias

« Superbe, nostalgique et déroutant » pour les uns, « Lamentable Flop » pour les autres, le « Cheval d'Orgueil » de Chabrol a beaucoup fait parler et écrire. Le renom du cinéaste allié au succès du livre faisait, il est vrai, de ce Cheval d'Orgueil, un placé certain. Il n'en est rien. Dommage!

Il en est des chevaux comme du reste... Les plus beaux ne passent pas toujours l'obstacle. Ce cheval-là est beau, certes, mais de la beauté terne des œuvres qui sonnent faux. Cette creuse beauté de l'image ne m'a ni satisfait, ni, surtout, ému. L'émotion ici ne transpire pas; nous sommes au royaume des platitudes, du kodachrome, de la petitesse. L'obstacle n'est pas passé.

Bien sûr, tout est « authentique », tout est « garanti ». Mais quel plaisir c'eût été si le lit clos avait moins brillé, si un bol avait été un petit peu, un tout petit peu écaillé. Car, ni la fierté, ni l'honneur n'excluent la vie. Or, ici la vie ne s'arrête, ni ne souffle. Elle passe son chemin et va nourrir plus loin, en Cap Sizun, une autre film, d'autres images...

Capable de montrer le pays bigouden pendant 2 heures et de n'en rien livrer, Chabrol signe là un bel exploit. D'ailleurs, écoutons le, Chabrol. Passionné de culture paysanne, désirant filmer « nos » campagnes profondes, il pense à la Creuse et choisit la Bretagne. C'est décidé, il va traduire le best-seller d'Hélias dans une grande fresque de la civilisation rurale. Soit. Mais faire vivre une culture que l'on prétend respecter, dans une langue qui n'est pas la sienne... il faut oser. La langue est la concrétisation de mille manifestations, de mille petits riens, qui font la grandeur et la force d'une culture. Une culture s'exprime « superbe, nostalgique, et déroutante » dans une langue qui en est le fruit. Alors exprimer la profondeur de la vie bigoudène... en français!! C'est un non sens, pire, un non respect. Et ce non respect le dispute bientôt au ridicule quand le jeune Hélias déclare benoîtement, en excellent Français, ne pas être pressé d'apprendre... le français...! Indéfendable sur le fond, cette position de Chabrol l'est aussi sur la forme. A l'heure du succès d'« une histoire d'Adrien », primé à Cannes... et en Occitan, à l'heure où la télévision programme à 20h30 un feuilleton bilingue...; à l'heure de l'« Arbre aux sabots »... là encore, il fallait oser.

Le choix, sous tendu par des déclarations du style « On est en France, non? », a des conséquences désastreuses. Le breton qui erre tristement en fond sonore ne jaillit que pour « Yec'hed mad »! Et dans ce concert de français châtié, l'irruption soudaine d'un accent bigouden prononcé le marginalise, le ridiculise... De fait, c'est l'exotisme roi. Avec Hélias témoin du sacre!

Heureusement, il y a les comédiens, parfois bons (Bernadette Le Saché et François Cluzet), parfois même excellents (Paul Le Person et Michel Robin).

Quel dommage que Michel Robin ne soit pas mis en valeur. Quel grand Alain Le Goff il eut fait. Autre chose qu'un Dufilho, qui, lui non plus, ne passe pas l'obstacle...

Et parfois, rarement, trop rarement, règne une intensité dramatique qui nous fait mesurer ce que nous avons raté. Que ce soit la charrette de Corentin Calvez, la chienne du monde ou les angoisses de la guerre, tous ces temps forts sont dévalorisés par l'atmosphère carte postale qui les entoure... Ils n'ont aucune crédibilité... et pourtant, dans ce pot pourri de l'exotisme ils ont, enfin, une âme. Seuls moments de vie, ils attisent les regrets.

Il en est des films plats et froids comme du reste. On les oublie.

J.M.L.B.

La vache (1) et le cheval d'orgueil : même combat !

LA première partie de ce siècle a été marquée en Bretagne par la répression particulièrement violente exercée à l'égard de notre culture. Tout a été mis en œuvre pour que la débretonnisation se fasse rapidement et sans risque de survie. Le temps n'est plus aux méthodes violentes de répression (en ce qui concerne les cultures dites «régionales»). Notre système emploie aujourd'hui des méthodes bien plus insidieuses: par exemple, en déployant d'importants moyens publicitaires pour promouvoir «Le cheval d'Orgueil» de Claude Chabrol.

Ce film représente une véritable mystification: il prétend être le film qui révèle le vrai visage de la culture traditionnelle bretonne, qui redonne à la Bretagne son identité réelle (son « cœur » dit Chabrol) mais en fait, il reflète une ignorance profonde de nos coutumes populaires, et ne montre que des images superficielles ou tronquées de notre passé. La mystification est d'autant plus forte que le spectateur non-averti peut légitimement avoir l'impression qu'il s'agit là du reflet de notre culture traditionnelle; il peut croire que la Bretagne du début du siècle, c'était cela, aussi simpliste et sans caractère. Or non seulement ce film est plein d'erreurs mais encore il trahit continuellement la réalité.

Quelques exemples:

La position sociale du mendiant n'est absolument pas restituée dans son contexte. Il nous paraît résigné et n'ayant d'autre activité que de mendier; on ne peut faire autrement que de l'assimiler au mendiant d'aujourd'hui, alors que le mendiant à cette époque transmettait les nouvelles de village en village, aidait le paysan dans de nombreux travaux, il n'était pas mou, sans vie comme on l'a vu dans le film. On voit une vieille femme lui dire qu'elle n'a même plus un morceau de pain à lui donner; ceci est totalement faux, Chabrol lui-même a dit (lors d'une émission de radio, le 21 septembre, sur Radio-Armorique) que les paysans ne mouraient pas de faim, ils avaient toujours quelque chose à manger, de plus, on ne refusait jamais l'hospitalité à

(1) « Vache »: objet pesant (sabot, ardoise, etc...) que l'on accrochait, en guise de punition, au cou des écoliers surpris à parler breton à l'école.

un vagabond, il pouvait toujours rentrer chez vous et se réchauffer. Si le metteur en scène a voulu montrer là un signe de la pauvreté des Bretons, il aurait pu trouver autre chose.

L'oncle-conteur présente lui aussi un caractère tout à fait artificiel. Tout d'abord les conteurs bretons n'ont jamais raconté leurs histoires sur un tel ton de Comédie Française. Ensuite, ces histoires n'ont de réalité qu'en tant qu'histoire et le fait de les illustrer leur enlève toute leur force de conte.

Le choix de faire le film en langue française, est tout à fait absurde. La langue bretonne aurait donné une toute autre force au «Cheval d'Orgueil». Même si l'on accepte ce choix, les non-sens sont innombrables:

De temps en temps, les Bretons se mettent à parler entre-eux dans leur langue maternelle alors que la langue qui a été choisie comme étant la leur est le français. Dans les western, on voit souvent les indiens baragouiner entre-eux des mots incompréhensibles: le breton comme les parlers indiens ne sont pas des langues mais des bruits de fond...

A d'autres moments, il y a un décalage énorme entre l'accent parisien des acteurs professionnels et l'accent bigouden des figurants, ce qui a pour effet de rendre cet accent ridicule.

Toujours au beau milieu d'un français moderne, les acteurs citent des proverbes ou dictons bretons dans un français qui n'est autre que le breton traduit. Ces interventions jurent tellement avec le reste des discussions que l'on se demande comment les guillemets ne finissent pas par apparaître sur l'écran!

Dans les costumes aussi, il y a de nombreuses choses extrêmement gênantes. Les costumes très propres et non rapiécés sont tout à fait en décalage avec l'idée de pauvreté que voudrait faire passer le film. La pauvreté se traduit aussi et d'abord dans le vêtement. Je ne remets pas ici en question le costume de fête: le breton se serait saigné pour avoir un «habit de dimanche» correct et le plus richement brodé possible, et ceci justement au détriment de l'habit de tous les jours. La fierté des Bigoudens avait d'autres expressions que l'habit de travail.

Plusieurs fois le film présente les Bretons dans un rapport extérieur à leur propre culture. L'exemple le plus flagrant est celui où la vieille femme dit à la jeune mère qu'elle est impure après la naissance de son enfant et qu'elle devra attendre avant de se montrer en public. Toute femme savait cela bien avant le mariage et il n'a jamais été nécessaire de le lui repréciser. Il s'agit là en fait d'un faux dialogue, qui ne s'adresse qu'au spectateur du film.

En fait, ce film est à remettre en cause dans sa totalité; ou alors, il faudrait pouvoir le prendre au deuxième degré: il serait alors d'un comique insoutenable. Mais l'enjeu est trop important pour ne pas le prendre au sérieux.

Il fait de la culture bretonne un folklore attendrissant et décoratif, mais en aucun cas, il ne lui donne statut de culture: le folklore, c'est le gadget que l'on jette en pâture aux peuples que l'on a dépouillés de leur identité.

Serge Moëllo

SUR UN AIR DE ...ROCK !

Cette année, le rock a ressurgi, nettoyé de ses paillettes, à l'image de l'expression spontanée des années 50, avec la technique en plus bien sûr. Je vous présente 23 des diques qui risquent de faire date pour cette année 80.

Joan Armatrading «**CHALEUR**»

10 titres, 10 morceaux de feeling noir et de swing ou Joan jongle avec un rock musclé, une batterie très présente (pas façon disco) quelques bonnes acidités de guitare et sa voix qui met tout en valeur. («Me myself» A et M LH 64809 dits. CBS).

B'52 «**ESPACE**»

Très inspirés par les planètes, deux américaines, trois américains «fabriquent» une musique a-priori sans âme, mais qui a l'avantage d'avoir supprimé les enjolivures! Dans la fin des années 70, faire une telle musique supposait froideur, rigueur, électronique...u contraire on perçoit l'humour, la dérision, il y a une présence, on sourit et il y en a même qui dansent! (Island, 9123 048 et «wild planet» 6313 082 distribution Phonogram).

Costello Elvis «Attention un Elvis peut en cacher un autre».

Avec ses lunettes à la Buddy Holly, Elvis nous donne à entendre pas moins de vingt chansons sur le même disque. Brèves, concises, elles ne s'éternisent pas en répétitions et nécessairement, elles accrochent. («Get Happy» F Beat Record 30001. dist. C.B.S.).

Dylan Bob «Sauvé»

Tout le monde glose sur la nouvelle passion de Dylan: Dieu! ça le regarde. Ce nouvel album est bien plus haut en couleurs que le précédent «Slow train coming». On retrouve un Dylan passionné et passionnant avec l'«harmonica-blues» de ses débuts. («Saved» CBS 86113).

Elton John «18, 19, 20...».

A 33 ans, pour son 21e disque, le prince du piano n'a plus son génie. Les chansons sont bien faites, mais elles manquent un peu de foi, ne serait-ce que dans sa façon de les chanter! Il vaudrait mieux ralentir le rythme et retrouver l'ambiance d'un «Captain Fantastic». («21 à 33» 9103 511 dist. Phonogram).

Génésis «Peut mieux faire»

On ne peut que comparer! Si ce nouvel album est bien meilleur que le précédent, tiédasse et mielleux, il manque encore l'unité de leurs débuts. (C'est normal, ils ne sont plus que trois!). Pourtant, Génésis s'est ouvert à une musique moins planante et plus rock! Attendons de les voir sur scène en 1981 («Duke» Charisma 9103 132. dist. Phonogram).

Gabriel Peter «Génie».

Il fallait être honnête pour en pleine gloire, quitter Génésis! Depuis Peter a produit trois disques solos, dont le dernier est encore un événement. Un événement de sons, de musiques, de textes, de recherches. A l'écart d'un bizeness-system, Peter explore très loin ses possibilités musicales. Il ne cherche pas la gloire, il est intégré, en marge de toutes les modes et de tous les concerts. (Chrisma 9103 134. dits. Phonogram).

J. Geils Band «Dur?»

Ces vieux pionniers nous donnent un rock qui sent bon la sincérité des débuts. S'ils veulent nous choquer en disant que «l'Amour pue» ils savent aussi être tendres, et efficaces. Un bon groupe de rock'n'roll comme on aimerait en entendre plus souvent. (EMI America. 2C070 86071, Pahé Marconi).

Féminin «Justice est faite»

Marjorie Alessandrini, brosse un tableau complet et très vivant des femmes musiciennes qui depuis les années cinquante ont joué un grand (ou petit) rôle dans la création musicale. Elle ne cache pas son amour pour Patti Smith! et de la même façon on aurait aimé qu'elle s'attarde plus longuement sur des chanteuses qu'elle n'a fait que survoler.

Mais la liste de ces chanteuses est longue, et Marjorie a le mérite de les avoir cité et repéré comme ayant participé à ce que la musique est devenue aujourd'hui.

Ce n'est pas un livre féministe, mais bien plus un livre qui permet d'équilibrer la balance qui une fois encore penchait trop du côté des hommes («Le Rock au féminin» Albin Michel/Rock and folk).

Klark Kent «Savoir faire»

Prenez le batteur d'un groupe britannique en pleine gloire, ajoutez lui le nom d'un héros de bande dessinée, et sous ce bel anonymat (?) il vous composera en moins de temps qu'il ne faut pour le dire 8 chansons bien faites, qui portent quand même un peu la marque de fabrique du groupe en question. C'est un pièce de collection en vynil vert: je vous laisse deviner qui en est l'auteur. (A et M. AMLE 68511 dist. CBS).

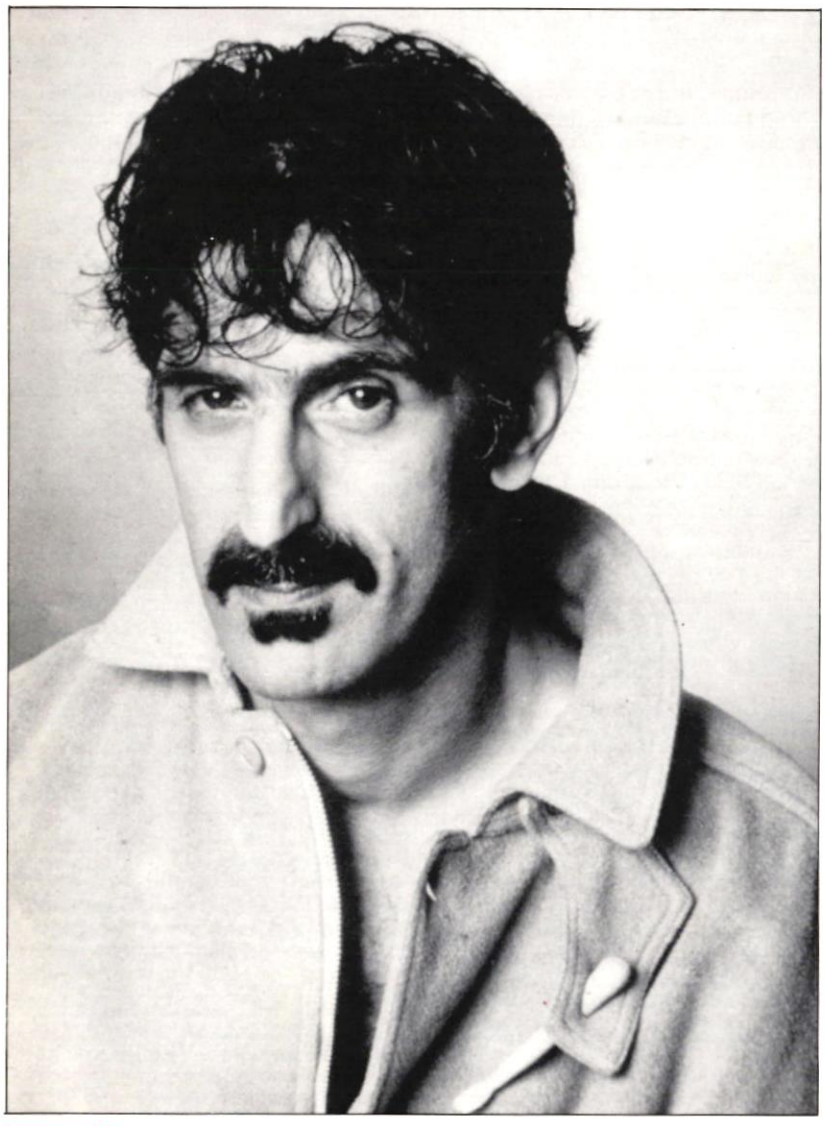
Lavilliers Bernard «Fauve»

Janvier 80: tout est triste, l'hiver, l'actualité! C'est dans cet état de morosité que paraît «O GRINGO». L'album de B. Lavilliers qui rentre de Jamaïque du Brésil, de New-York et qui rapporte une quantité impressionnante de rythmes, de chaleurs, de mélodies, de tendresse et de violences parfois. Lavilliers est en prise sur la vie, il transmet ses émotions, et on prend vraiment du plaisir à les découvrir. («O GRINGO» Barclay, 92038/39).

→

DISQUES

Frank Zappa



D.R.

Marley Bob «Un Dieu?»

Je trouve nouveau et intéressant le dernier morceau à la guitare sèche de son nouvel album. Le reste est bon, mais pas vraiment très neuf. («UPRISING» Island 6313 070 dist. Phonogram).

(Nouvelle) chanson bretonne «vu d'en haut».

Réactualisé sous le titre «La chanson bretonne», le livre de Jacques Vassal fait état de l'évolution qui est intervenue depuis 1973. Si l'auteur a, depuis découvert Gérard Delahaye, Mélaine Favennec, Dan ar Bras et Patrick Ewen, ses remarques restent un peu trop succintes pour ce dernier. Mais comme il le dit lui-même, il manque d'information! Qu'il écoute «Ker Ys» et il découvrira en Patrick un poète, un conteur sensible et simple. Quand à Tri-Yann, s'il leur reconnait des qualités réelles, il est injuste de dire que leur concert n'est pas le reflet de leurs disques. Au contraire, les Tri-Yann sont à ce niveau très perfectionnistes. Regrettons encore que par rapport à l'édition originale de nombreux textes aient été supprimés et qu'aucun plus récent ne soit venu s'y ajouter. Toutefois, le livre est intéressant pour l'ensemble de son analyse qui va de l'histoire (succinte bien sûr), de la Bretagne aux phénomènes du renouveau et de l'engouement pour une musique qu'on pourrait croire définitivement oubliée! («La chanson bretonne» Rock et Folk/Albin Michel).

Original Mirror «Nouveau».

Le pur style nouvelle vague: pochette noire et musique froide (et néanmoins captivante). Ces miroirs originaux fabriquent un rock de souterrains urbains. Ils sont le reflet de ce qui les entoure: le métal. (9109 633 Mercury dist. Phonogram).

Palmer Robert «Frappé»

Rythme, batterie, voix accrocheuse, c'est le produit bien fini par excellence, qui n'est ni la sauce pour discothèque, ni de la guimauve pour radios périphériques. Un rock actuel et bien «frappé». (Island 6313 083 dist. Phonogram).

Quadrophenia «Vieille mode».

La mode est à nouveau aux Mods, ces jeunes anglais qui dans les années soixante, arboraient parkas, scooters, se déplaçaient en bande le dimanche et où la violence n'était pas exclue bien sûr. Quadrophenia c'est au départ un disque des WHO paru en 73, qui devint un film l'an passé. Le plus intéressant dans ce disque c'est qu'on retrouve sur une face entière des «tubes» des années soixante chantés par James Brown, Booker T., Les Chiffons, les Ronettes, Les Crystals etc... (Polydor 2625 037. «Quadrophénia»).

Rolling Stone «Légende vivante».

Jamais je n'aurais cru faire un jour une critique des Stones, car je n'ai jamais apprécié leur musique, ni Mick Jagger idole idôlatrée. Et pourtant leur nouvel album est puissant, dansant, riche en rythmes, et pas mégalomane. Du bon vieux rock de derrière les fagots. («Emotional Rescue» 2C070 63774).

Seger Bob «La chevauchée fantastique».

C'est pas le frère de Pete, et il ne fait pas vraiment dans le même genre. Ici c'est plutôt, rock et ballades, avec une musique parfaite qui swingue sans arrêt. De temps en temps on pense à Springteer, ou au chanteur du Creedence Clearwater Revival dans le superbe «Betty hou's gettin'out tonight» avec Alto Reed au saxo. Et vous verrez que les ballades font vraiment penser aux chevaux de la pochette («Against the wind» Capitol 2C070 86097).

Towsend Pete «Accompli»

Un de mes disques préférés de cette sélection. Pete réalise son 1er disque solo et non content de jouer de la guitare, il s'exécute aux claviers. Et son jeu de piano m'a vraiment accroché l'oreille dans «And? moved» ou l'intro est superbe. Le reste est de la même facture, du rock. du bon, sans fioritures, dont un hommage aux SEX'PISTOLS. («Empty glass» WEA 50699).

White James «Délire»

A part le fait qu'il joue très bien du saxo et qu'il flirte avec le jazz et le free, le personnage et ses accolytes ne sont guère attachants. De très bons moments dans ce disque à écouter le soir... (Island 6313 066 dist. Phonogram).

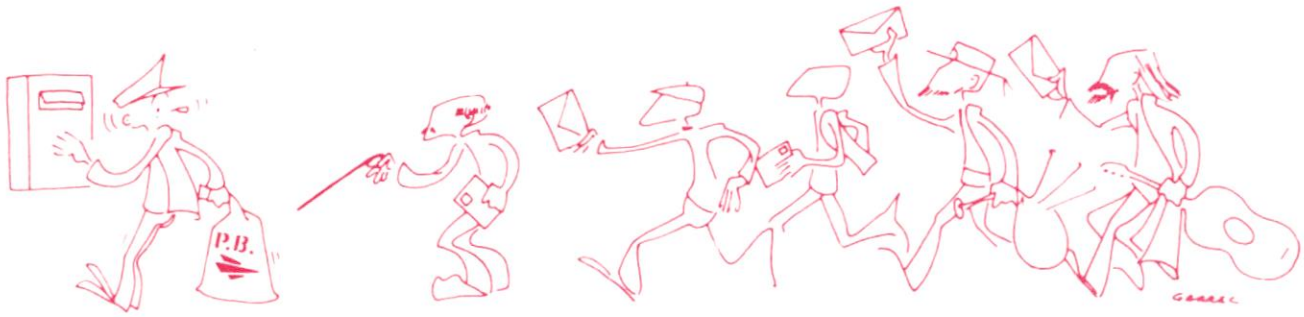
Young Marble Giants «Glacial»

Qu'est-ce qui est plus froid que le marbre? Ces quatre jeunes géants justement. C'est encore plus épuré qu'Original Mirrors. La pochette est encore noire, le son est «caverneux», je veux dire qu'il donne l'atmosphère d'un désert noir et glacial. Si tout ça vous donne encore l'envie de les écouter, c'est que comme moi vous n'avez pas résisté à découvrir autre chose. («Colossal Youth» Rough trade. Rough 8 Import).

Zappa Frank «Maître!»

On termine en apothéose avec celui qui est une mine de création, un grand musicien qui sans relache compose et compose encore. Joe Garage en trois actes fait état de tous les styles de Frank Zappa, dont la critique à elle seule prendrait plusieurs pages. C'est orchestral, très contemporain, complet et très finement réalisé. Ça n'accroche jamais à la première écoute, mais que de découvertes après chaque audition. Varese est son maître, lui est le maître de cette moitié de siècle pour avoir su intégrer tous les genres, tous les styles qui lui trottent dans la tête, sans que cela ne soit jamais farfelu ou hermétique. (Joe Garage Act I. 86101. Joe Garage Act II et III C.B.S. 88475).

Yann Fanch Langoët.



COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. Précisez si vous désirez l'anonymat.

Déraciné

Je suis un Breton déraciné par le progrès et la ville. J'ai tout perdu. Natif de St-Dolay dans le Morbihan. J'ai vécu deux années à Paris où mon système en a pris un coup, moralement et physiquement. Rencontrer des gens équilibrés et sains d'esprits aujourd'hui, c'est dur. Je suis fils de paysans. La terre, ce n'est pas valable: on ne travaille qu'avec des machines, de l'automatisme, des productions. Je manque de contacts et de relations humaines. Mon village, je n'en ai plus puisque, j'habite en ville.

D. André, Quimper.

Bro Vigoudenn Atao

Tout à fait contents qu'on a été de voir qu'on a été reconnus dans la masse au festival qu'il y a eu y a pas longtemps à Douarnenez. Pourtant, on était allés avec pas de coiffes et presque pas de munitions. Alors, on se demande un peu comment que le Douarnaliste du Peuple Breton a pu nous identifier... surtout dans une salle obscure! Ou alors, c'était peut-être pendant la queue, à l'entrée?

P.S. Au fait, pour saucissonner cette longue file d'attente qui allait de Clisson au Port Rhu, et satisfaire tout le monde, pourquoi n'y aurait-il pas 5, 10, 100 festivals où ceux qui feront les 5, 10, 100 prochains chevaux d'orgueil pourront montrer leurs images? 5, 10, 100 comités qui, par avances sur recettes, pourraient aussi donner un coup de main pour que sortent enfin ces 5, 10, 100 films qui n'attendent que ça. Ça urge!

Un Bigouden inconnu reconnaissant.

Breton de banlieue

Enfant, Breton du 14e; adolescent, Breton de banlieue, me voici aujourd'hui prof à Bruay-en-Artois (jolie conurbation de corons, vallonnée de terrils et creusée de mines désaffectées). L'année passée, j'ai pu enseigner en Bretagne, étant mis «à disposition du recteur». Nommé dans le pays Coglès, domaine du gallo, j'avais tenté de mettre en place un système pédagogique qui tint largement compte de la langue locale (sketches improvisés et enregistrés, récits ronéotypés et montage audiovisuel bilingue...). Tout ceci commençait à porter ses fruits, tant à l'oral qu'à l'écrit. Les choses en resteront là, l'éducation nationale se préoccupant davantage des points d'ancienneté que d'une éventuelle efficacité locale. Faut-il ajouter que je prépare une thèse de 3e cycle sur la façon dont on décrit les Bretons dans la littérature française: «Pas besoin d'être en Bretagne pour ça», m'a-t-on répondu.

Un doute commence à poindre: notre fonction véritable est-elle d'enseigner ou d'assurer la garderie?

Jean-Paul Champeix, Bruay.

PC et culture Bretonne

Depuis que je suis émigré dans la région parisienne, je me rends à la fête de l'Huma. Il y a deux ans, elle se présentait sous «Le signe des régions». Mis à part la Loire-Atlantique ne figurant pas à l'emplacement Bretagne, mais à celui des Pays-de-Loire, et des militants du PC en costume traditionnel

→

TROIS POUR DEUX !

POUR DEUX ABONNEMENTS AU PEUPLE BRETON, UN TROISIÈME GRATUIT !
POUR LES FÊTES, OFFREZ UN CADEAU MILITANT ! (valable en novembre et décembre)

ABONNEZ-VOUS

LE PEUPLE BRETON UDB

Boîte Postale 304 - 29273 BREST CEDEX

NOM ..... PRÉNOM .....

ADRESSE .....

.....

Souscrit un abonnement ordinaire : 50 F (1)
étranger : 60 F (1)
de soutien : à partir de 70 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 75 F (1)
A partir du N° ..... inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1)
mandat lettre (1)
(1) Rayer les mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ-VOUS

POBL VREIZH UDB

en langue bretonne

NOM ..... PRÉNOM .....

ADRESSE .....

.....

Souscrit un abonnement ordinaire : 40 (1)
étranger : 50 F (1)
de soutien : à partir de 60 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 65 F (1)
A partir du N° ..... inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1)
mandat lettre (1)
(1) Rayer les mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2746-79



chantant, « Ils ont des chapeaux ronds, vivent les Bretons », hymne considéré par l'un d'entre eux comme l'Internationale bretonne, l'on pourrait y voir une brochette d'artistes résolument modernes et progressistes représentant les peuples niés de l'Hexagone. Ceci équilibrait cela. Depuis lors, que de la biniouserie : par exemple, à la page 7, de l'Huma du 15 septembre, on voit une Bretonne en coiffe regardant des merguez avec pour légende « La Bretagne traditionnelle ».

Quelle raison pousse les gens du PC à ne voir de la culture bretonne que ce qu'elle a de plus archaïque ? De la part des militants de base, rien de bien méchant sinon une absence totale de réflexion politico-culturelle. Mais de la part de la direction cela part d'une volonté politique bien arrêtée. Confiner dans ce qu'elle a de plus rétrograde et ridicule la civilisation celtique n'est-il pas le meilleur moyen de l'empêcher de grignoter l'hégémonie de la culture franco-parisianiste ? Après cela, toute honte bue, le PC se targue d'être à la pointe des revendications régionales. On aurait dans ce cas aimé voir des stands Diwan, Ar Falz, les ballets Dihun, la symphonie celtique, les créations théâtrales récentes, etc... A la place de quoi on a pu admirer l'équipe de catch Ricard, réussissant à faire scander aux spectateurs « Ricard... Ricard ! Ricard ! ».

Yann-Kel Morin, Paris.

•

CHÈQUES EN BRETON,

TOUT LE MONDE N'AIME PAS...

C'est le cas en particulier du chroniqueur de « l'Est Républicain » qui n'hésite pas à appeler à une répression de plus contre la langue bretonne dans un petit billet publié le 30 septembre.

A PROPOS
Restons français !

Le délire régionaliste a sans doute atteint une de ses limites avec le chèque en breton, lancé par le Crédit Mutuel de Bretagne. Les banquiers ont l'habitude des idées moins saugrenues pour attirer l'argent qui les intéresse.

Si la justice ne retire pas bien vite toute valeur juridique à ce document, quel joyeux folklore en perspective pour les commerçants et les comptables quand les titres de paiement seront aussi libellés en basque, en corse, en occitan, en patois auvergnat, morvandiau, ou dans celui du pays de Bitche !

Jean THOMAS

RADIO - U.D.B.
Tel. (16.98) 80.18.47

La Belle Epoque
Antiquités - Brocante
35, rue Jean-Macé - BREST
Tél. 46.44.77

MAISON FINIE : TRANQUILLE !...
...MAIS PAS D'ECONOMIES

Pour l'étude de votre projet de construction (devis, plan, surveillance des travaux)
B.E.T.
DALIS J.-J.

Vous êtes un bricoleur averti ?
Achetez une maison hors d'eau et
ECONOMISEZ 45%



BON POUR UNE DOCUMENTATION
NOM _____
PRENOM _____
Adresse _____

B.E.T. DALIS J.-J., 11, rue Kéréon, BREST - Tél. 46.14.51

EDITIONS Jos CHATEAULIN

La Bretagne, ses sites, ses traditions, ses légendes, son âme, ses racines racontée par les meilleurs auteurs bretons.

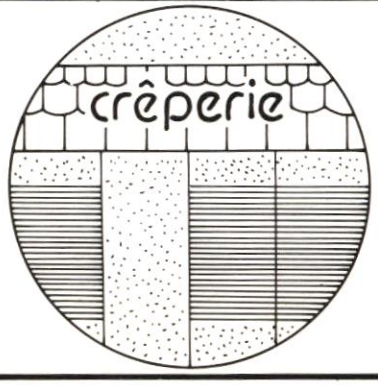
Plus de 150 titres publiés — Catalogue général sur demande

CRÊPERIE - SALON DE THÉ

SOIRÉES KIG HA FARZ tous les vendredis

ouvert du lundi au samedi, de 10 h. à 22 h.

Galerie Marchande Rallye Brest - Tél. 02.67.02



CONSTRUCTIONS
TIEZ AR VRO

de nombreux pavillons
100% traditionnels



Pavillons clés en mains au meilleur prix
Constructions TIEZ AR VRO

38, rue de Brest
29220 LANDERNEAU
Tél. 85.50.39

33 bis, av. de la Gare
29000 QUIMPER
Tél. 90.26.89

Pour tous renseignements :

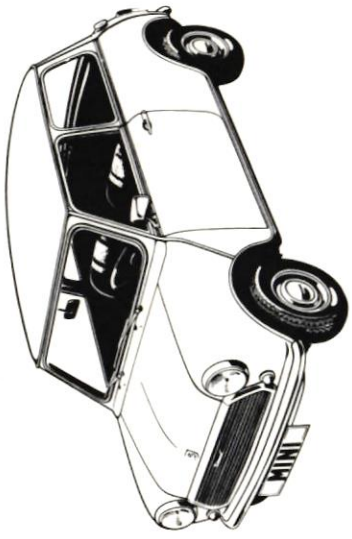
NOM _____ *Tél.* _____

Adresse _____

_____

Je possède un terrain OUI ☐ *NON* ☐

Heureux soit QUI «MINI» PENSE !...



«1000» clés en mains au 01.10.80

Modèle 81
20 950F

René GUILLOU
SEBASTOPOL AUTOMOBILE
56, rue Sébastopol et 231, rue Jean-Jaurès, BREST
Tél. 44.70.48, 44.19.79 et 80.17.59

ROGER
Coiffeur
Tél. 85.22.94 - LANDERNEAU

Meubles HO-TY
17, rue Jean-Jaurès et rue Saint-Saëns · **BREST**
Décoration style et moderne · tissus · cuisines aménagées

PLOMEUR SHOP
L'ATELIER DU CUIR
Route du Guilvinec, 29120 Plomeur
MAROQUINERIE
PETITE MAROQUINERIE
ARTICLES DE BUREAU
Directement chez le fabricant
Prix exceptionnels

Pour tous vos achats

Textiles
Bazar
Alimentaires

Faites confiance à...



EUROMARCHÉ
une nouvelle race de magasins
Boulevard de Plymouth
BREST
Ouvert sans interruption de 9h. à 22h.
(le samedi de 9h. à 19h.)

AUX DOUZE BOLS
H. LARHANTEC

FAIENCES DE QUIMPER
SOUVENIRS
CADEAUX

15, rue d'Aiguillon · MORLAIX
Téléphone : 88.07.30

LE PEUPLE BRETON

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

Edito

VERROUILLAGES

A travers son horreur et la légitime émotion qu'il a soulevée, l'attentat raciste de la rue Copernic aura bien été récupéré. Oh, pas par les partis, comme on l'a dit un peu vite, mais bel et bien par le pouvoir qui en a profité pour asseoir encore un peu plus son emprise.

Car cet unanimisme a quand même en quelque chose de suspect. Et d'inquiétant: il a permis à Peyrefitte d'avoir un coup de pouce supplémentaire pour faire passer son dangereux projet; il a permis au gouvernement d'affirmer que la France profonde est antiraciste au moment même où Stoleru cherche à détourner sur les travailleurs étrangers la colère des chômeurs; il a permis de redorer le blason d'une Cour de Sûreté de l'Etat qui n'avait pas depuis longtemps, eu l'occasion de défendre la République.

La réprobation des milieux officiels envers l'extrême droite apparaît finalement comme une façade qui lui permet de parfaire son verrouillage de la société. Le climat d'insécurité artificiellement créé (artificiellement car l'insécurité n'est pas plus grande, seule l'information lui donne un écho général et immédiat) fait passer sans trop de protestations l'augmentation du budget de l'armée, et les projets d'encadrement des citoyens.

La droite, aujourd'hui, devient intelligente, et d'autant plus redoutable. L'assurance du pouvoir lui permet de ne plus prendre des précautions, même oratoires. Revient ainsi à la surface un discours teinté d'un mépris de classe qui n'avait plus droit de cité depuis longtemps. «Si les prolétaires sont prolétaires, c'est parce qu'ils sont trop bêtes pour faire autre chose». Beullac l'a dit en termes plus élégants, pour admettre ce qu'il ne dit pas habituellement, c'est-à-dire que l'école préserve les inégalités et la hiérarchie, et que, finalement, c'est normal...

Relayée par la mouvance de la nouvelle droite, qui lui donne une caution intellectuelle, l'idéologie du libéralisme se forge aujourd'hui de nouvelles armes: un arsenal juridique directement tourné contre les travailleurs, leurs organisations et leurs actions de défense; en même temps, un verrouillage efficace de l'information.

Reste à parfaire le verrouillage politique, et force est de reconnaître que c'est presque fait: quelles perspectives politiques demeurent à six mois d'une élection présidentielle de tout repos?

On ne peut pourtant accepter sans broncher la gangue paralysante du chômage; on ne peut rester les bras croisés devant les perspectives du recul du pouvoir d'achat. Car l'insécurité, c'est bien là qu'elle habite, dans les usines qui ferment, dans les entreprises où l'on mène la chasse aux syndicalistes. La peur du lendemain, c'est dans les cités HLM qu'elle réside, dans les villages vidés de leur jeunesse. Et le remède à cette insécurité n'est ni le renforcement policier, ni les lois transformant chaque opposant en suspect...



Le Peuple Breton/J.L. Kerdoncuff

Manifestation antifasciste à Brest, le 7 octobre



Le Peuple Breton/J.L. Kerdoncuff

Ce n'est pas non plus dans l'abdication préélectorale de luttes populaires. Que ce soit contre la suppression des gares, comme à Rosporden, contre la militarisation comme à Crozon, contre l'abandon camouflé du Centre-Bretagne, contre les licenciements comme à l'hôpital de Brest, ou à la SBFM de Lorient, contre les fermetures de classes comme à Rennes, contre le nucléaire comme au Pellerin et à Plogoff, contre la séparation arbitraire de la Loire-Atlantique du reste de la Bretagne, pour ne considérer que certains sujets traités dans ce numéro du Peuple Breton, la lutte quotidienne est plus que jamais à l'ordre du jour.

Nous n'avons pas, aujourd'hui, deux stratégies possibles. Contre une attaque antipopulaire sans précédents, faisons de la Bretagne un point fort de la résistance au pouvoir giscardien.

UDB